Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 22 avril 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°619 ■

DÉCÈS DU PAPE FRANÇOIS

Le président de la République présente ses condoléances

P 16

LANCEMENT DE LA 5G EN ALGÉRIE

Vers la création de 5 000 emplois

Les préparatifs pour le lancement de la 5G s'intensifient. Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a annoncé hier à Alger, en marge de l'inauguration de la cinquième édition du Sommet africain des technologies de l'information et des télécommunications – ICT Africa Summit 2025, que le cahier des charges relatif au lancement de la 5G sera finalisé cette semaine et que les premières offres seront disponibles dans les deux semaines à venir. P 3

MINES

La société "Minerals Development Oman" veut investir en Algérie

Une délégation de la société "Minerals Development Oman" a été reçue hier à Alger par Mme Karima Tafer, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Énergie, chargée des Mines, en présence du président-directeur général de Sonarem et de responsables du Fonds d'investissement omanais.

P 2

3e SESSION DU COMITÉ DE PLANIFICATION ALGÉRO-TURC

De bonnes perspectives de coopération

Le partenariat déjà exemplaire entre Alger et Ankara peut s'offrir de meilleures perspectives à la faveur de la visite officielle du chef de la diplomatie turque M. HakanFidanen Algérie, entamée dimanche dernier. Intervenant hier à Alger, à l'occasion de l'ouverture de la troisième session du Comité de planification algéro-turc qui s'est tenue à l'hôtel El Aurassi, le ministère d'Etat, ministre des Affaires étrangères M. Ahmed Attaf a assuré que les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Turquie ont connu une hausse significative et ont atteint le seuil des 06 milliards de dollars.

P 3

LA 4e ÉDITION DU SALON AFRICAIN DU COMMERCE INTRA-AFRICAIN (IATF)

Une passerelle pour de nouvelles opportunités

À l'approche de la quatrième édition du Salon africain du commerce intra-africain (IATF), prévue du 4 au 10 septembre 2025 à Alger, l'Algérie affiche clairement ses ambitions : s'ériger en hub économique régional et en pilier du commerce africain. Pour Abdelatif El Houari, sous-directeur au ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, cet événement constitue bien plus qu'un simple rendez-vous commercial. Il marque, selon lui, un tournant stratégique dans l'intégration de l'Algérie à la dynamique économique du continent.

P 3

VIGNETTE AUTOMOBILE

Fin avril, denier délai d'acquisition P 2

SOUS-TRAITANCE

70 exposants présents au «Sanist 2025» P 4

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

La numérisation garantira la disponibilité des médicaments P 16

APN

Une délégation parlementaire en visite au Vietnam pour promouvoir la coopération bilatérale

Une délégation du groupe d'amitié parlementaire Algérie-Vietnam à l'Assemblée populaire nationale (APN) effectue une visite officielle à Hanoï (Vietnam) dans le cadre de la promotion de la coopération parlementaire et des relations bilatérales entre les deux pays, indique lundi un communiqué de l'institution parlementaire. Cette visite, prévue jusqu'au 25 avril, "s'inscrit dans le cadre de la promotion du partenariat stratégique, de l'échange d'expertises législatives et de la consolidation des liens historiques et culturels entre l'Algérie et le Vietnam", précise le communiqué. Cette visite "participe également des efforts communs pour le développement des relations entre les deux pays dans différents domaines", ajoute la même source. Composée de députés représentant différents partis politiques, la délégation parlementaire est conduite par M. Salah Djaghloul, conclut le communiqué.

LE MINISTRE ARKAB REÇOIT LE SG DE L'APPO

Le renforcement de la coopération au menu

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, M. Mohamed Arkab, a reçu hier à Alger, le secrétaire général (SG) de l'Organisation des producteurs africains (APPO) M. Omar Farouk Ibrahim, qui effectue une visite de travail en Algérie pour participer à la deuxième réunion du Forum des centres de recherche et d'innovation des États membres de l'organisation, prévue à Alger.

Synthèse Selma R.

Cette rencontre, à laquelle ont pris part des responsables des deux parties, a été l'occasion d'échanger des vues sur les moyens de renforcer la coopération bilatérale entre l'Algérie et l'organisation, notamment dans les domaines de l'industrie pétrolière et gazière, de la formation et de la recherche et développement, a précisé le ministère dans un communiqué.

Les deux parties ont également examiné la question de l'évolution des marchés internationaux de l'énergie et des perspectives de partenariats régionaux entre les pays africains producteurs de pétrole et de gaz, dans le contexte des transformations énergétiques mondiales et de la transition énergétique. Ils ont ainsi souligné l'importance d'une coordination et d'une évaluation conjointes de l'état du marché international du pétrole et de ses perspectives de développement. A cet égard, le ministre d'Etat a réitéré la disposition de l'Algérie à intensifier ses efforts pour soutenir les pays africains, notamment à travers l'organisation, et le transfert de sa vaste expertise dans les domaines de l'exploration, de la production, de l'ingénierie, de la fabrication d'équipements et de la formation. Mohamed Arkab a souligné le rôle central joué par les institutions et les instituts du secteur, notamment l'Institut algérien du pétrole (IAP), dans la formation et la qualification des cadres africains pour relever les défis techniques et professionnels du secteur de l'énergie.

Les discussions ont également porté sur les derniers développements liés au lancement de la nouvelle Banque africaine de l'énergie, créée par l'APPO, qui devrait transformer le financement des projets énergétiques à travers le continent en mobilisant les investissements nécessaires pour soutenir les projets d'infrastructures énergétiques et stimuler la croissance économique dans les États membres. Pour sa part, M. Omar Farouk a exprimé sa profonde gratitude à l'Algérie pour son engagement indéfectible à soutenir les objectifs de l'organisation, saluant ses efforts pour promouvoir la recherche scientifique et l'innovation, et pour renforcer les ressources humaines dans le secteur de l'énergie. Il a souligné que l'accueil par l'Algérie du Forum des centres de recherche et d'innovation constitue une preuve évidente de sa contribution qualitative au développement du secteur énergétique à l'échelle continentale. Il convient de noter que l'Algérie a continué, depuis la fondation de l'organisation en 1987, à jouer un rôle central au sein de l'APPO, qui comprend 15 États membres et 3 États observateurs. A travers ce cadre continental, l'Algérie cherche à renforcer la coopération africaine, à unifier les visions et à échanger les expertises dans divers domaines de l'industrie pétrolière et gazière, en amont et en aval, consolidant ainsi la position du continent en tant que source d'énergie stratégique et contribuant à la réalisation du développement durable pour ses peuples.

MINES

La société «Minerals Development Oman» veut investir en Algérie

Par S. R.

Une délégation de la société ''Minerals Development Oman'' a été reçue hier à Alger par Mme Karima Tafer, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Énergie, chargée des Mines, en présence du président-directeur général de Sonarem et de responsables du Fonds d'investissement omanais. La rencontre s'est tenue en présence de M. Belkacem Seltani, Président-directeur général du groupe "Sonarem", ainsi que de hauts cadres du secteur. Elle a constitué une occasion pour saluer la qualité exceptionnelle des relations fraternelles unissant les deux pays, lesquelles ont connu une dynamique accrue récemment, notamment à la suite de la visite d'État effectuée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au Sultanat d'Oman.

Lors de cette rencontre, Mme la Secrétaire d'État a présenté un exposé sur le secteur minier en Algérie, mettant en lumière les énormes potentialités dont dispose le pays, le cadre juridique régissant l'investissement dans ce domaine, ainsi que les réformes engagées par l'État en vue de créer un climat favorable et attractif à l'investissement et au partenariat.

Plusieurs projets proposés par le groupe "Sonarem" ont été également présentés, représentant des opportunités prometteuses de coopération, dont les aspects techniques feront l'objet de discussions approfondies lors des rencontres bilatérales prévues au sein du groupe. Pour sa part, la délégation omanaise s'est dite satisfaite de la qualité des relations bilatérales et a exprimé un grand intérêt pour l'exploration des opportunités de coopération dans le domaine minier en Algérie. Elle a également salué l'accueil et l'organisation dont elle a bénéficié, soulignant la volonté du côté omanais de bâtir des partenariats stratégiques durables. Dans cette perspective, il a été convenu d'organiser une série de réunions techniques entre la délégation omanaise et le groupe Sonarem, l'Agence nationale des activités minières (ANAM), ainsi que l'Agence du service géologique de l'Algérie (ASGA), en vue d'approfondir les discussions et d'identifier les mécanismes de concrétisation de projets de coopération concrets et mutuellement bénéfiques.

AMÉLIORATION DE LA DISTRIBUTION ÉLECTRIQUE À BECHAR

Un investissement de 166 millions DA consacré par Sonelgaz

Un investissement de 166 millions DA a été consacré par la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) pour l'amélioration du réseau de distribution de l'électricité en prévision de la saison estivale, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de l'entreprise. Cet investissement a permis le financement des travaux de réalisation, d'équipement et de mise en service à travers les communes de Bechar, Abadla, Béni-Ounif et Kenadza de 27 transformateurs et la réalisation de 29 km de réseaux électriques (13 km de moyenne tension et 16 km de basse tension), a précisé la chargée de communication, Mme. Linda Mekkaoui. Le financement a permis aussi la réalisation d'une opération de maintenance et d'entretien de 911 km de réseau de transport et de distribution ainsi que le renouvellement et l'équipement de sept (7) autres kilomètres de ce réseau, a-t-elle ajouté. La concrétisation de ces opérations, en application d'un programme "Spécial saison estivale" de l'entreprise, a pour but de satisfaire la demande et les besoins de plus de 82.000 abonnés au réseau électrique à travers les collectivités précitées, une demande croissante en saison estivale en raison des pics de consommation dus à l'utilisation généralisée des appareils de climatisation et de la chaîne de froid, a souligné Mme. Mekkaoui. Les besoins en énergie électrique de la wilaya de Bechar sont assurés actuellement via deux (2) lignes de très haute tension (THT) de 400 KV, connectées au réseau national, et aussi à partir d'une centrale électrique à turbines, d'une capacité de 80 MW, a-t-elle fait savoir.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LANCEMENT DE LA 5G EN ALGÉRIE

Vers la création de 5 000 emplois

Les préparatifs pour le lancement de la 5G s'intensifient. Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a annoncé hier à Alger, en marge de l'inauguration de la cinquième édition du Sommet africain des technologies de l'information et des télécommunications – ICT Africa Summit 2025, que le cahier des charges relatif au lancement de la 5G sera finalisé cette semaine et que les premières offres seront disponibles dans les deux semaines à venir.

Par Sirine R.

Le ministre a tenu à préciser que l'Algérie n'est pas en retard, contrairement à ce que certains avancent, citant à titre d'exemple l'Union européenne, qui vient à peine de lancer un appel d'offres pour une étude destinée à soutenir la révision des règles en matière d'itinérance et à évaluer la qualité des services 5G à l'échelle nationale. Il a également souligné qu'un groupe technique est actuellement à pied d'œuvre pour approfondir les études technico-commerciales et évaluer la rentabilité pour les opérateurs, annonçant par ailleurs l'ouverture prochaine d'une nouvelle bande de fréquence (2600 MHz). Cette dernière aura un impact significatif sur la rapidité et l'amélioration de la connectivité. « Il s'agit d'un saut important en matière de télécommunications », a affirmé le ministre. D'ailleurs, la vitesse de la 4G sera multipliée par plus de cinq dès l'activation de cette nouvelle bande, a-t-il ajouté, précisant que les usagers de la téléphonie mobile ressentiront immédiatement la différence. Par ailleurs, le ministre a indiqué que le déploiement de la 5G se fera de manière progressive, expliquant qu'en dépit des investissements déjà réalisés, il est impossible de couvrir l'ensemble des 58 wilayas à court terme. Concernant les bienfaits de la 5G, le ministre a souligné que le lancement de cet ambitieux projet technologique aura un impact positif sur l'économie nationale. Selon ses prévisions, il y aura la création entre 5000 à 6000 emplois directs, sans compter la dynamique qui sera insufflée dans le secteur économique et service notamment. « Avec la 5G, une nouvelle dynamique sera insufflée pour l'économie nationale au moins pour les cinq prochaines années», indique le ministre, en réitérant son ambition pour l'augmentation de la contribution du secteur des Télécommunications dans le PIB à hauteur de 30 milliards de dollars d'ici 2029. Dans son discours d'ouverture, le ministre a, par ailleurs, souligné que cet événement « ICT Africa Summit 2025 » représente une opportunité précieuse pour l'échange d'expériences et de visions autour de questions cruciales liées à l'avenir du développement numérique en Afrique. Il reflète également l'esprit de coopération et d'ambition partagée pour un futur prospère fondé sur l'intelligence humaine et le progrès technologique. Évoquant le contexte mondial actuel, Zerrouki a indiqué que celui-ci est marqué par une compétition intense pour l'accès aux clés de la technologie et du savoir, avec une accélération dans la quête de solutions intelligentes et efficaces pour améliorer la qualité de vie des citoyens.

Il a ensuite exposé l'approche adoptée par l'Algérie pour relever les défis de cette époque, affirmant que sous la conduite éclairée du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le pays a mis en place une stratégie nationale intégrée reposant sur trois piliers : Le premier pilier est le capital humain, dont les compétences sont développées à travers des formations modernes et diversifiées, englobant l'intelligence artificielle, les méga-données, la cybersécurité et le cloud computing. À cela s'ajoutent des domaines comme les mathématiques, la robotique et les nanotechnologies, dans lesquels, a-t-il précisé, l'Algérie se distingue au niveau africain en disposant d'établissements supérieurs spécialisés. Quand au deuxième pilier, il concerne l'infrastructure numérique, avec l'accélération du déploiement de la fibre optique sur tout le territoire national. Le ministre a également indiqué que, sous l'impulsion du Président Tebboune, l'Algérie avance r

S'agissant du troisième pilier, il est complémentaire aux deux premiers et repose sur la valorisation de l'innovation et de l'entrepreneuriat numérique, à travers la refonte structurelle de l'Agence nationale de promotion des parcs technologiques, la création de centres de compétences (Skills Centers), et l'accompagnement de l'économie de la connaissance et des start-up et micro-entreprises. Ces actions visent à transformer les idées innovantes en projets concrets. Enfin, le ministre a affirmé que l'Algérie est prête à assumer un rôle de leadership, ouverte au dialogue et à la coopération, et pleinement engagée à contribuer activement à la construction d'une Afrique numérique, forte, intégrée et souveraine.

Il est à rappeler que les travaux du "ICT Africa Summit 2025" se poursuivront au Palais des expositions, Pins Maritimes (Alger) jusqu'au 23 avril courant, avec la participation de plus de 150 exposants, des leaders de l'industrie numérique et des startups innovantes. Cet évènement majeur, axé sur les enjeux stratégiques du numérique et de l'innovation sur le continent africain et placé sous le thème "Déverrouiller les horizons numériques", mettra l'accent sur la manière dont les technologies digitales peuvent stimuler la croissance économique, le développement durable et la transformation sociale sur le continent.

ENERGIE ET MINES

Réunion de coordination consacrée à l'accélération de la numérisation du secteur

Dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant l'accélération de la numérisation globale, le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, a coprésidé, lundi, avec la Haut-commissaire à la numérisation, avec rang de ministre, Mme Meriem Benmouloud, une réunion de coordination consacrée aux projets de numérisation dans le secteur de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, indique un communiqué du ministère. Tenue au siège du ministère en présence du PDG du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, et de cadres et responsables des deux secteurs, cette rencontre consacrée à la présentation et à l'évaluation des projets de numérisation réalisés a permis également de passer en revue les solutions numériques adoptées, et de débattre de la feuille de route relative à la numérisation du secteur. Cette démarche vise à renforcer la gestion du Service public, et à améliorer la qualité des services fournis aux citoyens et aux opérateurs, notamment en ce qui concerne l'électricité, le gaz et la distribution des produits pétroliers, suivant une approche participative consacrant la transition numérique comme levier stratégique pour le développement du secteur, selon le communiqué.

3e SESSION DU COMITÉ DE PLANIFICATION ALGÉRO-TURC

De bonnes perspectives de coopération

Par Réda Hadi

Le partenariat déjà exemplaire entre Alger et Ankara peut s'offrir de meilleures perspectives à la faveur de la visite officielle du chef de la diplomatie turque M. Hakan Fidan en Algérie, entamée dimanche dernier. Intervenant hier à Alger, à l'occasion de l'ouverture de la troisième session du Comité de planification algéro-turc qui s'est tenue à l'hôtel El Aurassi, le ministère d'Etat, ministre des Affaires étrangères M. Ahmed Attaf a assuré que les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Turquie ont connu une hausse significative et ont atteint le seuil des 06 milliards de dollars.

Dans son discours inaugural, Attaf a réitéré l'engagement commun et les relations privilégiées entre les deux pays et peuples frères, soulignant l'ambition commune de hisser ces relations aux plus hauts sommets se renforce, en droite ligne avec les orientations éclairées de nos deux chefs d'État, le Président Abdelmadjid Tebboune et son frère, le Président Recep-Tayyip Erdoğan.

Nos deux Présidents, grâce à leur clairvoyance, ont parfaitement compris que ces relations ne peuvent en aucun cas être réduites, résumées ou limitées :

« Dans cette perspective, alors que nous nous réunissons à nouveau dans le cadre de ce mécanisme unique en son genre, il nous appartient de garder à l'esprit les priorités qualitatives et les objectifs quantitatifs fixés par les Présidents Abdelmadjid Tebboune et Recep Tayyip Erdoğan, avec rigueur, clarté et ambition, affirme Attaf

Si la Turquie, est 1e investisseur étranger en Algérie dans le hors hydrocarbure l'Algérie souhaite surmonter tous les obstacles, petits et grands, sur la voie de la réalisation des objectifs stratégiques qui nous ont été confiés.

Attaf assure et souligne que si le niveau des échanges commerciaux, a atteint un record historique de 6 milliards de dollars l'année dernière, il n'en demeure pas moins que les deux parties aspirent à faire mieux encore, car l'objectif fixé par les deux chefs d'État est d'atteindre 10 milliards de dollars.

« Mais là encore, »précise Attaf « nous visons plus haut, car les opportunités qu'offre l'économie algérienne continuent d'émerger dans de nouveaux secteurs comme les énergies renouvelables, l'industrie pharmaceutique, et bien d'autres, vers lesquels nous espérons étendre notre coopération. »

Tout en veillant à renforcer ce partenariat prometteur dans toutes ses dimensions, l'Algérie tient également à consolider les traditions de concertation politique et de coordination autour des questions d'intérêt commun aux deux pays.

Il est également vrai que nous nous réjouissons du niveau inédit des investissements turcs en Algérie, avoisinant également les 6 milliards de dollars, avec des réussites communes dans les secteurs de la sidérurgie, du textile, de l'énergie, des travaux publics, et récemment de l'agriculture saharienne, a encore souligné Attaf

Mais là encore, les opportunités qu'offre l'économie algérienne continuent d'émerger dans de nouveaux secteurs comme les énergies renouvelables, l'industrie pharmaceutique, et bien d'autres, vers lesquels nous espérons étendre notre coopération.

Reconnaissant les bouleversements actuels mondiaux Attaf reconnait que dans un tel contexte, il est plus que jamais nécessaire de renforcer nos convergences politiques, fondées sur l'attachement aux principes de la Charte des Nations unies et sur la promotion du dialogue pour la résolution des crises, des conflits et des guerres.

De son côté, le ministre turc des Affaires étrangères, M. Hakan Fidan, a rappelé que l'Algérie est "le plus grand partenaire de la Turquie en Afrique", se félicitant des relations algéro-turques marquées par une coopération conjointe dans plusieurs domaines, y compris économiques et socio-culturels. Le ministre turc a salué le niveau atteint par le commerce bilatéral entre les deux pays, estimé à 6 milliards USD, rappelant que "les deux pays ambitionnent d'atteindre une valeur de 10 milliards USD". Evoquant l'inauguration du siège du consulat général de Turquie à Oran, M. Hakan Fidan a souligné que cette démarche, qui incarne la volonté de son pays de renforcer ses relations économiques dans cette région dynamique, renforcera les relations entre les deux pays amis et frères.

VIGNETTE AUTOMOBILE

Fin avril, denier délai d'acquisition

La Direction Générale des Impôts (DGI) a rappelé, lundi dans un communiqué, aux propriétaires de véhicules de tourisme, de véhicules utilitaires et de véhicules de transport de voyageurs, qui n'ont pas encore acquis la vignette automobile pour l'année 2025, que le dernier délai pour procéder à son acquittement est fixé au mercredi 30 avril 2025. Dans ce cadre, la DGI invite les personnes concernées à se rendre auprès des recettes des impôts ou des bureaux de poste pour acquérir la vignette, ou à procéder en ligne via la plateforme numérique "QASSIMATOUKA", en utilisant la carte interbancaire (CIB) ou la carte EDAHABIA. La DGI a également rappelé qu'après ce délai, des amendes fiscales seront appliquées conformément aux dispositions de l'article 305 du code du timbre, avec une majoration de 50% pour les paiements effectués spontanément et 100% si l'infraction est constatée par les services habilités.

FABRICATION DE PANNEAUX SOLAIRES EN ALGÉRIE

L'entreprise chinoise LONGi en discussion avec un groupe algérien

Le Ministre de l'Industrie, M. Sifi Ghrieb, a reçu hier, au siège du ministère, une délégation de l'entreprise chinoise LONGi, conduite par son Directeur général, M. Jin James, en présence de cadres du ministère et du Président-directeur général du groupe «Elec El Djazair» , a annoncé le ministère dans un communiqué. À cette occasion, le Ministre a écouté une présentation sur l'entreprise et sur l'intérêt qu'elle porte à l'investissement en Algérie. À ce propos, Sifi Ghrieb a souligné que l'Algérie accueille favorablement tous les projets susceptibles de contribuer à l'émergence d'une véritable industrie dans divers domaines, notamment ceux qui favorisent l'intégration nationale. Dans ce cadre, ajoute la même source, le Ministre a pris connaissance des détails des discussions en cours entre le groupe « Elec El Djazair » et l'entreprise chinoise LONGi, lesquelles devraient aboutir à la signature d'un protocole d'accord d'ici la fin de la semaine, en vue du lancement d'un projet de partenariat industriel en Algérie.

SOUS-TRAITANCE

70 exposants présents au «Sanist 2025»

La 7e édition du Salon national de la sous-traitance inversée, "Sanist 2025", a été inaugurée hier au Palais des Expositions des Pins Maritimes à Alger, en présence de 70 exposants représentant des entreprises nationales, des institutions et des start-up.
La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du directeur général du contrôle économique et de la répression de la fraude auprès du ministère du Commerce et de la Régulation du marché intérieur, Ahmed Mokrani, ainsi que du directeur général de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), Chakib-Smail Kouidri. Organisé par la CACI, en partenariat avec la Société Algérienne des Foires et Exportations (Safex), cet événement se poursuit jusqu'au 24 avril. Il vise à renforcer la coopération entre les grandes entreprises nationales et les PME en mettant l'accent sur la sous-traitance, notamment à travers la fabrication locale de composants, de semi-produits et de pièces de rechange.
Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale visant à promouvoir l'intégration des produits locaux dans divers secteurs industriels. Les secteurs représentés lors du Salon incluent la mécanique, la construction métallique, l'électronique, les mines, les industries pétrochimiques, la sidérurgie, la métallurgie, les cimenteries, les briqueteries, les travaux publics, les transports, la réparation navale, ainsi que les industries manufacturières.
En parallèle des échanges commerciaux, un programme de conférences est proposé, abordant des thématiques telles que la stratégie de développement de la sous-traitance en Algérie, la digitalisation et l'open innovation, le rôle des institutions financières dans le soutien à la sous-traitance, et les mécanismes de financement des PME via la bourse.

MÉDÉA: LA RÉALISATION DE CENTRES DE STOCKAGE DE CÉRÉALES À MÉDÉA

Les travaux avancent à un rythme "soutenu"

Les travaux de réalisation de douze centres de stockage intermédiaires de céréales ventilés à travers de nombreuses communes de la wilaya de Médéa avancent à un rythme d'exécution "soutenu", a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). Engagée en juillet 2024, la construction de ces structures de stockage affiche un taux de réalisation global qui dépasse les 60 %, selon le directeur des services agricoles, Mahieddeine Belhimer, qui a précisé que sur l'ensemble des centres de stockages intermédiaires de céréales en chantier, cinq structures enregistrent un taux d'avancement oscillant entre 60 et 95 %. Le taux d'avancement des travaux des sept autres centres restant se situe entre 50 et 56 %, a ajouté le DSA, assurant que des dispositions ont été prises par la direction des équipements publics (DEP), qui est en charge de ce projet, pour accélérer la cadence des travaux et entamer la livraison graduelle de ces structures dans les meilleurs délais. D'une capacité unitaire de 50.000 quintaux, les douze centres de stockage intermédiaires de céréales sont localisés, pour rappel, dans les communes d'Ain-Boucif, Chellalet-el-Adhaoura, Ouamri, Chahbounia, Souagui, Azziz, Derrag, Oum-Djellil, Ain-Ouksir, Bouskène, El-Azzizia et Ouled-Maaref.

ACCOMPAGNEMENT DE L'INVESTISSEMENT AGRICOLE

Le rôle important de l'assurance souligné à Adrar

Le rôle important de l'assurance dans l'accompagnement de l'investissement agricole a été souligné, dimanche à Adrar, par les participants à une rencontre régionale organisée à l'initiative de la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA). Lors de cette rencontre intitulée "Protection et développement durable de la filière céréalière : défis et mécanismes d'action", les intervenants ont exhorté les producteurs à respecter strictement les itinéraires techniques pour protéger et optimiser le rendement des céréales. L'événement, qui a rassemblé des agriculteurs, des opérateurs économiques du secteur agricole issus des wilayas du Grand-Sud, ainsi que des représentants des dispositifs d'accompagnement, vise à sensibiliser les investisseurs agricoles sur le rôle de l'assurance agricole et les mécanismes d'appui pour atteindre la sécurité alimentaire, selon les organisateurs. Il s'agit également de réduire les risques liés aux changements climatiques et leurs impacts économiques, tout en améliorant la gestion des risques agricoles pour accroître la production, a-t-on ajouté de même source. Plusieurs communications ont été présentées, portant notamment sur les perspectives de l'activité agricole en Algérie, les moyens de soutien destinés aux porteurs de projets, ainsi que la contribution de l'Agence spatiale algérienne (ASAL) au développement du secteur agricole. La cérémonie d'ouverture qui s'est déroulée en présence du directeur général de la CNMA, a été marquée par la signature d'une convention de partenariat entre la CNMA et l'Ecole supérieur de l'agronomie saharienne d'Adrar. Cet accord a pour objectif de promouvoir la recherche, la gestion, la prévention et la formation dans le domaine des risques climatiques, a-t-on indiqué. Le directeur de l'antenne régionale de la CNMA à Ouargla, Djelloul Zabat, a souligné que l'engagement des hautes autorités du pays en faveur de l'augmentation de la production céréalière, notamment celle du blé, a incité la CNMA à s'impliquer davantage dans cette démarche à travers l'organisation de telles rencontres visant à sensibiliser les investisseurs agricoles.

Mercuriale

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 20 افريل 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 20 Avril 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	101	113	89	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	99	112	86	الطماطم	
	Oignon sec	66	74	58	البصل الجاف	
	Ail sec	646	728	564	الثوم الجاف	
	Carotte	77	87	67	الجزر	
	Navet	101	113	89	لفت	
	Petit pois	162	181	143	الجلبانة	
	Fève verte	94	106	82	الفول الاخضر	
	Courgette	98	112	85	الكوسة	
	Haricot vert	262	286	239	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	93	105	81	الخس	
Fruits frais	Orange	104	133	74	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	114	139	88	الليمون	
	Pomme locale	576	712	440	التفاح المحلي	
	Datte	546	684	408	التمر	
	Banane	555	584	526	الموز	
	Fraise	244	278	209	الفراولة	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1776	1913	1639	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	370	381	358	الدجاج	
	Œufs (Unité)	15	16	14	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	421,00	NC	0,00	0,20	-0,61	8,12	7,13	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,00	0,00	0,00	-	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	0,00	2,93	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 299,00	2300,00	0,04	2,80	1,32	12,10	5,43	116301	267 492 300,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,66	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-6,68	2,03	-	0	0,00

LA 4e ÉDITION DU SALON AFRICAIN DU COMMERCE INTRA-AFRICAIN (IATF)

Une passerelle pour de nouvelles opportunités

À l'approche de la quatrième édition du Salon africain du commerce intra-africain (IATF), prévue du 4 au 10 septembre 2025 à Alger, l'Algérie affiche clairement ses ambitions : s'ériger en hub économique régional et en pilier du commerce africain. Pour Abdelatif El Houari, sous-directeur au ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, cet événement constitue bien plus qu'un simple rendez-vous commercial. Il marque, selon lui, un tournant stratégique dans l'intégration de l'Algérie à la dynamique économique du continent.

Par Mourad A.

Organisé en collaboration avec Afreximbank, l'Union africaine et le secrétariat de la ZLECAf, le Salon IATF réunira plus de 2 000 exposants et 35 000 visiteurs en provenance de 140 pays. À travers cette vitrine continentale, l'Algérie entend non seulement accroître sa visibilité économique, mais surtout concrétiser son rôle pivot dans la Zone de libre-échange continentale africaine. "Le président de la République a instruit toutes les institutions à mobiliser les moyens nécessaires pour la réussite de ce salon", a souligné Abdelatif El Houari sur les ondes de la « Chaîne I » de la radio nationale.Cette orientation présidentielle a été formalisée lors du Conseil des ministres, où Abdelmadjid Tebboune a ordonné la mise en œuvre de toutes les mesures et facilitations nécessaires pour garantir la pleine réussite de cette Foire commerciale, en insistant sur l'importance de la coordination entre les ministères concernés : le Commerce extérieur, le Commerce intérieur et les Affaires étrangères. Il s'agit, selon le communiqué du Conseil, d'un événement stratégique pour les économies nationale et africaine, qui reflète le rôle moteur de l'Algérie sur la scène continentale.
Une mobilisation multisectorielle se traduit déjà par la mise en place de commissions spécialisées, allant de l'organisation logistique aux forums d'investissement, en passant par les rencontres B2B, les salons virtuels ou encore les plateformes d'innovation.
L'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA), par la voix de son président El Hadj Tahar Boulenouar, a salué cette implication institutionnelle. « Il est nécessaire d'inclure les walis des wilayas frontalières dans les préparatifs, en raison de leur connaissance directe du terrain et de leur rôle central dans le développement de la coopération transfrontalière et des futures zones franches » a-t-il souligné.
Au-delà de l'aspect organisationnel, le salon représente une opportunité concrète d'affaires. Un volume d'environ 44 milliards de dollars de contrats est attendu. "Notre objectif est clair : obtenir une part significative de ces accords, que ce soit en matière d'investissements entrants ou de projets exportés par nos entreprises vers les marchés africains", a affirmé El Houari. L'Algérie, qui a rejoint Afreximbank en 2022, compte sur ce partenariat pour soutenir financièrement ses ambitions continentales. "Le soutien de l'Afreximbank peut atteindre jusqu'à deux milliards de dollars pour les projets algériens", a précisé le responsable, tout en ajoutant que l'ambition va au-delà : "Nous visons des montants supérieurs à ceux annoncés".
Sur le plan structurel, les initiatives d'intégration régionale comme la route transsaharienne Alger-Lagos ou le corridor Tindouf-Zouérate sont mises en avant pour renforcer les connexions logistiques avec l'Afrique de l'Ouest. "Ce sont des leviers majeurs du désenclavement et de la fluidité commerciale", a rappelé El Houari. L'ANCA, de son côté, rappelle également le rôle stratégique des infrastructures de transport nord-sud dans le développement du commerce interafricain, notamment en ce qui concerne la promotion des échanges basés sur la production locale et le développement de la troc-échange dans les zones frontalières.Toutefois, les défis restent nombreux. Actuellement, les exportations hors hydrocarbures vers l'Afrique représentent moins de 10 % des exportations totales du pays. Un chiffre que les autorités espèrent faire bondir grâce à l'effet catalyseur du salon. "Le marché africain est notre marché naturel. Il est temps d'y investir pleinement", a insisté le sous-directeur.
Dans cette dynamique, plusieurs secteurs stratégiques sont ciblés : BTP, énergie, industries pharmaceutiques, agroalimentaire, matériaux de construction… autant de domaines où les entreprises algériennes souhaitent s'imposer comme des acteurs compétitifs, et ce, en réponse à la demande croissante du continent. À ce titre, les organisations professionnelles sont appelées à jouer un rôle actif, notamment à travers la sensibilisation, l'accompagnement des opérateurs économiques et la consolidation des liens avec les partenaires africains.L'Algérie, qui aspire à être reconnue comme une puissance émergente en Afrique d'ici 2027, semble déterminée à mettre tous les atouts de son côté pour faire de ce salon un levier de transformation économique.
Comme le résume Abdelatif El Houari : "L'IATF est une passerelle vers une nouvelle phase d'intégration. Il appartient maintenant à nos entreprises de franchir ce pont avec audace et efficacité ".

GUICHET UNIQUE, INSTANCES CHARGÉES DE L'IMPORTATION ET DE L'EXPORTATION

Les instructions du Président Tebboune

Par R E.

Le président de la République instruit le Gouvernement d'installer, dans un délai d'un mois, le guichet unique dédié à l'investissement et les instances chargées de l'importation et de l'exportation
Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a instruit le Gouvernement, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, d'installer et d'activer "dans un délai d'un mois" le guichet unique dédié à l'investissement et les deux instances nationales chargées respectivement de l'importation et de l'exportation. Le président de la République a instruit le Gouvernement d'installer et d'activer, dans un délai d'un mois, les instances précitées conformément aux orientations données dans ce sens, indique un communiqué du Conseil des ministres.
Concernant les orientations relatives au guichet unique, "son travail est principalement lié à l'acte exclusif d'investir, loin de la gestion administrative centralisée ou décentralisée, le but de sa création étant de faciliter l'investissement et d'aplanir les difficultés et obstacles, notamment bureaucratiques, entravant les investisseurs", précise le communiqué, ajoutant qu'"il est légalement habilité à engager et à suivre toutes les opérations en lien avec l'investissement". S'agissant des orientations liées à la création de deux instances nationales chargées respectivement de l'importation et de l'exportation, le communiqué explique que "le but de leur création est d'atteindre l'efficacité dans la gestion selon la nouvelle vision et les nouveaux mécanismes". "Le président de la République a affirmé que le caractère institutionnel de l'instance chargée de l'importation, avec la participation de plusieurs secteurs, lui permet, grâce à son action proactive fondée sur une information exacte, de définir avec précision les besoins en matière d'importation", selon la même source, qui ajoute que cette instance, placée sous la tutelle du Premier ministre, "permet aussi d'intervenir rapidement et de prendre les décisions les plus efficaces et les mieux adaptées de manière flexible". Le président de la République a, par ailleurs, ordonné au ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations de présenter de nouvelles propositions pour organiser les opérations d'importation, ainsi que les opérations d'exportation, que l'Etat encourage selon une "vision globale et intégrée à long terme et non conjoncturelle", conclut le communiqué.

RENCONTRE

La valorisation des eaux épurées est un enjeu de sécurité hydrique

Par R E.

La valorisation des eaux épurées, pour des utilisations agricoles et industrielles, constitue désormais un enjeu de la sécurité hydrique, ont estimé les participants à une journée d'étude sur l'utilisation des eaux épurées dans la wilaya d'Oran, ouverte lundi en présence du wali, Samir Chibani et de cadres du secteur de l'eau et de l'assainissement. Cette rencontre, organisée par l'Office nationale de l'assainissement (ONA) sous le thème "réutilisation des eaux épurées, les moyens et les perspectives", vise à sensibiliser sur l'importance de la valorisation des eaux épurées dans les domaines agricoles et industriels, a indiqué Bouazza Bouazza, directeur de l'ONA-zone Oran. L'inspecteur central au niveau de la direction générale de l'ONA, Salah Lahlah, a souligné dans son allocution, à l'occasion de l'ouverture de cette journée, qu'il est indispensable de chercher de nouvelles sources non-conventionnelles pour couvrir les besoins des secteurs agricoles et industriels, devenus de plus en plus importants. Il a souligné que le recours aux ressources non-conventionnelles n'est plus un choix, mais une obligation pour faire face aux défis du stress hydrique et approvisionner les secteurs agricoles et industriels. Le système d'assainissement national compte 232 stations d'épuration générant 560 millions de mètres cubes annuellement, a-t-il fait savoir, notant que l'objectif est d'atteindre 60% de l'irrigation des terres agricoles à l'aide les eaux épurées à l'horizon 2027. La directrice locale des ressources en eau, Nassima Tahri, a rappelé que la wilaya d'Oran utilise les eaux épurées pour l'irrigation de deux périmètres, celui de M'lata à l'aide des eaux épurées de la station d'épuration d'El Kerma, qui est en cours de réhabilitation (environs 32.000 m3/ jour), et celui de Bousfer, avec les eaux épurées de la Step de Cap Falcon (30.000 m3/jour). Ces capacités sont appelées à augmenter avec la réhabilitation en cours de la station d'épuration d'El Kerma, qui a une capacité théorique de 270.000 m3/ jour, et la finalisation de la réalisation des stations d'épuration de Gdyel, Oued Tlelat et Mers El Kebir, dans les années à venir.

DÉMOLITION D'ÉTABLES ET HANGARS À BOUKHEMIRA (ANNABA)

Les éleveurs seront bientôt relogés à Aïn Djebara

Le chef de daïra d'El Bouni, agissant sur instruction du wali d'Annaba et accompagné par les services agricoles, a entamé au milieu de la semaine passée la démolition des étables et hangars qui défiguraient toute la zone Est de la cité de Sidi Salem.
Malgré les mauvaises conditions atmosphériques, une trentaine de bâtisses ont été rasées durant les deux premiers jours de l'opération. La région de Sidi Salem est destinée à devenir un pôle touristique attractif, mais ces constructions se trouvaient en plein milieu des travaux d'aménagement déjà entamés sur le site. Au total, plus de 70 bâtisses ont été recensées pour être démolies, toutes étant des constructions illicites.
Malgré cette situation administrative irrégulière, les propriétaires ne seront pas laissés sans solution. Ils seront relogés dans la région d'Aïn Djebara où ils bénéficieront de lots de terrains à caractère agricole pour poursuivre leurs activités d'élevage. La zone concernée par les démolitions se situe face à la mer et est limitée par les anciens marais salants d'El Melaha. Depuis plusieurs années, les éleveurs avaient refusé catégoriquement de quitter Boukhemira, anciennement appelé « El Poumpa » – nom provenant des motopompes qui alimentaient en eau de mer les marais salants aujourd'hui disparus suite à l'importante pollution maritime.
Cette situation posait également des problèmes d'hygiène publique, les bovins passant leurs journées à fouiller dans les sacs poubelles et à renverser les bacs à ordures de la cité de Sidi Salem pour s'alimenter.

GUELMA

Ouverture des 16es éditions journées nationales «Hawa Création» en présence de femmes issues de 15 wilayas

La 16ème édition des Journées nationales "Hawa Création" ont été ouvertes, dimanche à la maison de la culture Abdelmadjid- Chafaï de Guelma, avec la participation de femmes créatives dans plusieurs domaines littéraires, artistiques et patrimoniaux, venues de 15 wilayas du pays.

Cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'à mardi prochain sous le slogan "Hawa, identité, originalité et créativité" offre l'opportunité aux participantes de faire étalage de leurs capacités créatives et de réaffirmer l'importance de leur rôle dans la promotion et la préservation du patrimoine culturel du pays.
Les participantes se sont attachées, en ce premier jour de l'événement, à mettre en valeur la grande richesse du patrimoine culturel algérien à travers une exposition organisée dans le hall de la maison de la culture, donnant à admirer, à travers les différents pavillons, habits traditionnels, pâtisseries, produits artisanaux et ustensiles en terre cuite utilisés par les familles algériennes au cours des premières décennies du siècle dernier.
La littérature et la poésie féminines ont également eu voix au chapitre à travers des lectures poétiques lors de cette manifestation qui a également donné lieu à des conférences scientifiques animées par des chercheurs de plusieurs universités nationales.
La cheffe du service de l'action culturelle à la maison de la culture, Mme MessaoudaAfifi, a souligné, en tant que superviseure de l'organisation de ces journées, que "cette édition, consacrée au patrimoine matériel et immatériel, se tient à l'occasion du mois du patrimoine" (18 avril-18 mai).
La cérémonie d'ouverture, présidée par l'inspecteur général de la wilaya, M. Hocine Meliani, a été marquée par des déclamations poétiques, œuvre de la poétesse DjemaâLahcine, surnommé "Oum Omar", venue de la wilaya d'El Bayadh, qui a loué, dans ses textes, les réalisations de l'Algérie en matière de développement, et appelé tous les algériens à servir et à défendre leur patrie.

BOUMERDÈS

Plusieurs projets inscrits en 2025 au profit du secteur de la santé

Plusieurs importants projets ont été inscrits au profit du secteur de la santé dans la wilaya de Boumerdès en 2025, dont une partie sera réceptionnée avant la fin de la même année, a-t-on appris dimanche auprès de la direction de la santé.
Le secteur a mobilisé toutes ses ressources pour mettre en service plusieurs projets, dont certains sont en cours de réalisation et devraient être réceptionnés avant la fin de 2025, alors que d'autres seront lancés prochainement, a indiqué le directeur local de la santé, Hicham Zakiri, lors d'un exposé sur le secteur présenté devant l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Parmi les projets qui seront mis en service prochainement, un hôpital de 240 lits au chef-lieu de wilaya, dont les travaux sont en phase de l'équipement.
Il s'agit d'un édifice de 5 étages qui englobe plusieurs services médicaux, plus de 10 salles d'opération dans 13 spécialités telles que la neurochirurgie et la cardiologie, 8 laboratoires d'analyses médicales et des salles médicales spécialisées.
Un autre hôpital de 120 lits sera également réceptionné en 2025 à Boudouaou, ainsi que trois polycliniques, dont une à Larbaâtache, une autre à Ouled Hedadj et la troisième à Borj Manaïel, de même qu'une maternité de 60 lits et un service de gynécologie-obstétrique à l'hôpital Borj Manaïel. Selon le même directeur, d'autres projets seront lancés avant la fin de l'année en cours, notamment un hôpital de 120 lits à Khemis El Khechna, un hôpital mère et enfant de 80 lits à Boumerdès, un hôpital de 60 lits à Baghlia, un centre de santé à Boudouaou et une polyclinique à Tidjellabine. Par ailleurs, et pour renforcer les services de santé, l'hôpital de Thénéa sera doté d'un appareil d'imagerie à résonance magnétique (IRM), d'un scanner, ainsi que de plusieurs ambulances. A relever, le secteur de santé à Boumerdès dispose de trois hôpitaux, 12 maternités, 37 polycliniques, 121 salles de soins, 21 points d'urgence médicale, 3 urgences médico-chirurgicales, un centre de dépistage du sida et 3 unités de suivi et de traitement des maladies respiratoires.

TISSEMSILT

Lancement des travaux de réalisation d'un hôpital de 240 lits

Des travaux de réalisation d'un hôpital de 240 lits ont été lancés dimanche dans la commune de Tissemsilt.
La cérémonie de coup d'envoi du chantier de réalisation a été présidée par le wali de Tissemsilt, Bouzaid Fethi, en présence des autorités locales. Le projet, supervisé par la Direction des équipements publics, bénéficie d'une enveloppe budgétaire de plus de 6 milliards DA et devra être achevé dans un délai de 40 mois.
Selon les explications techniques fournies sur site, l'établissement hospitalier s'étendra sur une superficie globale de 14 hectares, dont environ 4 hectares bâtis. Il comprendra également dix logements de fonction, ainsi qu'un parking d'une capacité de plus de 350 véhicules.
Dans une déclaration à la presse, le wali a souligné que cette infrastructure médicale contribuera à améliorer la couverture sanitaire et à offrir des prestations de santé modernes aux habitants de la wilaya.
Il a ajouté que ce projet s'inscrit dans le cadre du programme complémentaire de développement alloué par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la wilaya de Tissemsilt, notamment dans son volet dédié au secteur de la santé.
Ce programme comprend également la réalisation d'un établissement hospitalier à Lardjem d'une capacité de 60 lits, dont les travaux ont été lancés, ainsi que le projet de construction d'un hôpital de 120 lits à Theniet El Had, pour lequel les procédures administratives sont en cours.

DÉVELOPPEMENT LOCAL À BOUHACHANA(GUELMA)

Plus de six milliards pour le désenclavement

Une enveloppe de 6,2 milliards va contribuer au désenclavement de huit mechtas de la commune rurale de Bouhachana, relevant de la wilaya de Guelma, a annoncé récemment Youcef Bouaziz, vice-président de l'Assemblée Populaire Communale (APC, sur les ondes de la radio régionale. « Ces fonds, octroyés dans le cadre du Programme Communal de Développement (PCD) et du Fonds de Solidarité de Garantie des Collectivités Locales (FSGCL), permettront la réalisation de pistes carrossables pour faciliter le déplacement des familles rurales à Ras El Ma, Bazine, Bekakria, Tebaibia, Zaimia, Belgacem Mekki, Maizi et Messaoud Bouati », a détaillé Bouaziz. Distante de 35 kilomètres du chef-lieu de wilaya et située à plus de 1.100 mètres d'altitude, Bouhachana abrite plus de 4.800 âmes résidant essentiellement dans des mechtas éparses et s'adonnant aux travaux agricoles et à l'élevage. Cette localité, réputée pour son climat rigoureux en hiver et son relief montagneux, a bénéficié ces dernières années d'importants projets qui ont amélioré le cadre de vie des riverains : un lycée, un collège, une polyclinique, des stades de proximité et des logements sociaux et ruraux. Le désenclavement, l'électrification rurale, les aménagements urbains, les travaux d'assainissement et le raccordement aux réseaux de gaz naturel, d'énergie électrique, de fibre optique et d'eau potable ont également été réalisés au bénéfice des habitants de cette localité montagneuse.

1 % des Américains a confisqué 79 000 Md$ aux 90 % les plus pauvres depuis 1975

Le sénateur Bernie Sanders s'exprime lors d'une audition de confirmation de la commission sénatoriale de la santé, de l'éducation, du travail et des pensions au Dirksen Senate Office Building le 30 janvier 2025 à Washington.

Par Dominique Moïsi (*)

Une nouvelle analyse révèle que près de 80 000 milliards de dollars de richesses ont été redistribués pour aller des 90 % d'Américains les plus pauvres vers les 1 % les plus riches au cours des 50 dernières années, alors que les politiques néolibérales ont fait leur œuvre et que les milliardaires s'apprêtent à utiliser leur immense pouvoir pour aggraver l'inégalité des richesses dans les années à venir.

Il y a cinq ans, des chercheurs de la RAND ont constaté qu'environ 47 000 milliards de dollars gagnés par la classe ouvrière entre 1975 et 2018 ont été donnés aux 1 % les plus riches, en dollars de 2018. Ce calcul était basé sur la croissance des revenus des 90 % les plus pauvres au cours des décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, lorsque la répartition des revenus est restée stable entre les différents groupes.

Dans une nouvelle analyse publiée le mois dernier et qui prolonge l'analyse jusqu'en 2023, RAND a constaté que ce chiffre s'élève désormais à 79 000 milliards de dollars en 2023, l'inflation représentant environ 10 000 milliards de dollars de la croissance.

Rien qu'en 2023, 3 900 milliards de dollars ont été transférés des 90 % les plus pauvres vers les 1 % les plus riches, ce qui aurait été suffisant pour donner à chaque travailleur une augmentation de 32 000 dollars par an, selon le bureau du sénateur Bernie Sanders (I-Vermont), qui a fait état de cette nouvelle analyse dans un communiqué publié cette semaine.

L'accroissement massif de l'écart de richesse a été favorisé par la baisse constante de la part de la croissance économique revenant à la classe ouvrière depuis les années 1970, dans le contexte de la montée du néolibéralisme en grande partie instauré par les présidents Richard Nixon et Ronald Reagan.

En 1975, selon le dernier rapport de la RAND, la tranche inférieure des 90 % de la population américaine recevait environ les deux tiers de l'ensemble des revenus imposables aux États-Unis. Ce qui est tombé à 47 % en 2019, plus de la moitié des revenus allant plutôt aux 10 % les plus aisés. Selon l'analyse, si les taux de croissance des revenus étaient restés équitables par rapport aux taux antérieurs aux années 1970, le revenu médian des ménages serait aujourd'hui deux fois plus élevé qu'il ne l'est actuellement. « Les énormes inégalités de revenus et de richesses en Amérique aujourd'hui ne sont pas seulement moralement injustes, elles sont aussi profondément préjudiciables à notre démocratie », a déclaré Sanders dans un communiqué mardi. La déclaration de Sanders intervient alors que l'administration Trump – dont fait partie l'homme le plus riche du monde, Elon Musk – cherche à creuser encore davantage les écarts de richesse avec ses toutes récentes propositions de politiques fiscales et ses coupes massives dans des programmes essentiels de lutte contre la pauvreté, tels que la sécurité sociale et Medicare.

« Compte tenu de cette réalité, il nous est impossible d'accorder un nouvel allégement fiscal de 1 100 milliards de dollars aux 1 % les plus riches en procédant à des coupes massives dans les soins de santé, le logement, l'éducation et l'aide alimentaire, comme le président Trump et les républicains du Congrès veulent le faire », a déclaré Sanders : « Nous devons faire exactement le contraire. »

Les analyses montrent en effet que les politiques de Trump sont destinées à creuser encore davantage l'écart de richesse. Selon une analyse récente de l'Institute on Taxation and Economic Policy, les propositions fiscales du président Donald Trump, telles que l'extension des réductions d'impôts accordées par les Républicains en 2017 et la réduction du taux d'imposition des sociétés, permettraient aux 1 % les plus riches, ou aux personnes dont les revenus dépassent 914 900 dollars par an, de réaliser des économies d'impôts à hauteur de 36 320 dollars par an. Dans le même temps, la tranche des 95 % d'Américains les plus pauvres verraient leurs impôts augmenter.

(*) Rédactrice à Truthout et ses sujets de prédilection sont la politique, le climat et l'emploi. Avant de rejoindre Truthout, Sharon a écrit des articles pour Pacific Standard, The New Republic, etc.

Source : Truthout, 05-03-2025
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

Le piège du gaz russe

Par Adina Revol (*)

Des acteurs majeurs de l'énergie en Europe évoquent déjà un possible retour à des importations massives de gaz russe en cas de « paix » en Ukraine. C'est un piège existentiel pour nos économies et pour notre liberté. Un piège soigneusement construit.

En trois ans, l'Union européenne a réussi à se libérer de sa dépendance au gaz russe. Cette dépendance n'était pas un hasard : Vladimir Poutine l'a construite méthodiquement. Il a inondé le marché européen de gaz bon marché, rendant toute concurrence impossible. Malgré les crises gazières russo-ukrainiennes de 2006 et 2009 et malgré l'annexion de la Crimée, il a convaincu ses plus gros clients européens que la Russie était un partenaire fiable et n'avait aucun intérêt à couper l'approvisionnement.

Pourtant, quelques mois avant l'invasion de l'Ukraine, il amorce son chantage gazier : Gazprom ne remplit pas ses stockages en Allemagne ; les livraisons sont limitées au strict minimum contractuel, créant une pression sur les prix dans un contexte de reprise économique mondiale post-pandémie. Après l'invasion, Vladimir Poutine exige un paiement en roubles, sachant que cela est impossible à cause des sanctions contre la Banque centrale russe. Progressivement, il coupe l'approvisionnement gazier, commençant par les États qu'il considère comme étant les plus vulnérables, comme la Bulgarie. Vladimir Poutine a même coupé l'approvisionnement d'Engie le 1er septembre 2022, bien avant les explosions de Nord Stream. Sans oublier l'épisode de l'été 2022, lorsqu'il a invoqué de faux problèmes techniques sur les turbines de Nord Stream pour provoquer une flambée des prix.

L'Europe a tenu bon, évitant une crise d'approvisionnement grâce à ses infrastructures, à la diversification et à la solidarité entre ses États membres. Mais l'Europe a subi une crise des prix sans précédent, qui a eu un impact majeur sur l'inflation, le pouvoir d'achat et notre compétitivité.

Revenir en arrière serait une erreur stratégique et morale

L'Europe doit aujourd'hui faire face à un défi majeur : retrouver sa compétitivité, alors que ses coûts énergétiques restent bien supérieurs à ceux d'autres régions du monde. Mais la solution ne réside pas dans un retour au gaz russe.

Acheter du gaz russe, c'est financer les guerres impérialistes de Poutine. En 2023, l'UE a versé 17 milliards d'euros à la Russie pour du gaz, soit presque autant que son aide non militaire à l'Ukraine, qui s'est élevée à 19 milliards d'euros. Nous finançons donc, indirectement, l'agression que nous combattons. Ces agressions pourraient bientôt nous toucher directement. En France, nous en subissons déjà les effets sous forme de cyberattaques et campagnes de désinformation, comme l'opération Doppelgänger.

Revenir au gaz russe ne résoudra pas nos problèmes de compétitivité. Cela ne ferait que retarder les réformes nécessaires : accélérer la transition énergétique avec les énergies renouvelables et le nucléaire ; développer le biogaz européen comme alternative renouvelable au gaz naturel ; investir dans la rénovation des bâtiments, qui représentent une part importante de notre consommation énergétique ; innover pour maîtriser les technologies de demain. Il est aussi crucial de simplifier nos normes et procédures, en harmonisant les régulations européennes et nationales afin de garantir une flexibilité maximale. Enfin, il est essentiel d'investir dans les compétences nécessaires à la transition énergétique.

Des solutions immédiates existent

Plutôt que de céder à la facilité, l'UE et ses États membres doivent commencer par réformer la taxation de l'électricité : accises, TVA, taxe carbone. L'électricité doit-elle être une source de taxation comme une autre ? Rappelons que de telles taxes n'existent pas aux États-Unis.

Le marché européen de l'énergie, encore fragmenté en marchés nationaux dominés par des acteurs historiques en quasi-monopole, doit être finalisé de toute urgence. Un marché fragmenté limite la concurrence et empêche une optimisation efficace des ressources énergétiques. Selon certaines estimations, une meilleure intégration des marchés pourrait réduire jusqu'à 40 % les prix de gros de l'électricité. Enfin, il faut sécuriser l'approvisionnement en matériaux critiques nécessaires à la transition, grâce à des investissements en Europe et grâce à des accords commerciaux avec le Chili, le Canada, les pays du Mercosur.

Revenir au gaz russe serait une hypocrisie, un renoncement à nos valeurs et un affaiblissement de notre souveraineté. Cela serait un pansement sur une jambe en bois et reviendrait à brader notre liberté et nos valeurs pour de l'argent. En reliant à nouveau nos économies à un empire néo-impérialiste, nous risquons de nous retrouver sous le joug de décisions politiques qui vont compromettre notre économie et notre liberté.

Nous sommes au rendez-vous de l'Histoire. Ne répétons pas les erreurs du passé. Ne redevenons pas dépendants de Vladimir Poutine. Il ne peut pas y avoir de réarmement sans rupture avec le gaz russe.

(*) Enseignante, docteur en sciences politiques, ancienne porte-parole de la Commission européenne en France.

Source : La Tribune , publié le 16/04/25

ÉGYPTE

Le Caire lance une vaste campagne de recherche de brut dans le désert oriental

Confrontée à un déficit énergétique persistant, l'Égypte mise sur l'exploration pétrolière et gazière pour renforcer sa production. En 2024, le pays a soutenu 200 millions $ d'investissements, orientés vers la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures.

Selon des informations relayées dimanche 20 avril, les autorités égyptiennes ont lancé une campagne visant le forage de 75 nouveaux puits pétroliers dans le golfe de Gharib, au cœur du désert oriental, d'ici les douze prochains mois.

Actuellement, cette zone produit environ 1500 barils par jour. L'objectif est d'ajouter 7500 barils supplémentaires. Pour y parvenir, la société publique Egyptian General Petroleum Corporation (EGPC) a mobilisé trois plateformes de forage modernes.

Cette initiative s'inscrit dans un effort plus large visant à améliorer l'équilibre énergétique du pays. Le gouvernement ambitionne en effet de faire croître la production nationale de brut de 9 % au cours de l'exercice budgétaire 2024/2025, pour atteindre 637 000 barils par jour.

Le Caire mise sur cet objectif pour attirer 4 milliards de dollars d'investissements étrangers à court terme, tout en cherchant à réduire durablement sa dépendance aux importations d'hydrocarbures qui continuent de peser sur ses finances.

Au-delà de la production immédiate, cette campagne traduit une volonté politique de poser un socle plus stable pour la sécurité énergétique du pays. En renforçant sa capacité à exploiter ses propres ressources, l'Égypte espère aussi rassurer les investisseurs sur la viabilité de ses projets énergétiques à long terme.

ARABIE SAOUDITE

La télémédecine propulsée par l'IA réinvente le paysage sanitaire saoudien

L'Arabie saoudite s'impose rapidement comme un pionnier régional dans le domaine des soins de santé pilotés par l'intelligence artificielle. Le pays exploite la télémédecine et les innovations numériques pour moderniser son infrastructure médicale et élargir l'accès aux soins, notamment dans les régions isolées et mal desservies.

Guidé par son ambitieux programme Vision 2030 et porté par des investissements croissants dans la santé numérique, le Royaume accélère le déploiement des technologies d'IA, transformant profondément la façon dont les soins sont dispensés, gérés et vécus par les patients.

Vikas Kharbanda, associé et responsable du secteur de la santé chez Arthur D. Little Moyen-Orient, a confié à Arab News que la télémédecine alimentée par l'IA permet aux prestataires de passer d'une approche réactive à une gestion proactive de la santé, "particulièrement cruciale dans les zones reculées où l'infrastructure physique est difficile et coûteuse à développer et à exploiter." Historiquement, l'accès aux soins de santé dans le monde arabe a été inégal, les populations rurales étant souvent privées de services spécialisés. En Arabie saoudite, cependant, les plateformes basées sur l'IA contribuent à combler ces lacunes en facilitant les consultations à distance, en optimisant les processus cliniques et en favorisant la détection précoce des maladies.

L'une des initiatives phares du Royaume est l'Hôpital Virtuel Seha, un établissement entièrement numérique qui exploite l'IA pour les diagnostics et met en réseau des spécialistes médicaux situés dans différents endroits pour des consultations en temps réel. Kharbanda décrit l'Hôpital Virtuel Seha comme "un premier pas pour démontrer tout l'éventail des possibilités offertes par la convergence des capacités numériques dans l'environnement des soins de santé."

"Avec le développement rapide des consultations virtuelles, des soins intensifs numériques, des prescriptions électroniques, des processus de distribution et du diagnostic assisté par IA, le programme commence à révéler le potentiel d'un modèle de prestation de soins virtuel et la valeur qu'il peut créer pour un système de santé," a-t-il souligné.

Kharbanda a ajouté que l'hôpital "a créé une plateforme à partir de laquelle des fonctionnalités spécifiques peuvent être sélectionnées et diffusées dans l'ensemble du système de santé. La commercialisation des infrastructures du secteur public vers le secteur privé pourrait accélérer considérablement la diffusion de ces capacités dans tout le réseau."

MAURITANIE

Le premier ministre visite sur le site de la composante environnementale du programme d'urgence de Nouakchott

Le Premier ministre mauritanien Mokhtar OuldDiay a inspecté, dimanche, les travaux de la ligne de reboisement mis en œuvre par le ministère de l'environnement et du développement durable sur l'axe Medan Sabah – Marché aux poissons sur une ligne de 7 kilomètres de long.

Ces travaux s'inscrivent dans le cadre du volet environnemental du Programme d'urgence de développement de Nouakchott, lancé par le président mauritanien Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani il y a quelques mois pour développer la ville de Nouakchott en termes de santé, d'éducation et d'infrastructures.

« Le premier ministre a inspecté l'état d'avancement des travaux sur le terrain, écouté les explications sur les travaux de la composante environnementale et donné ses instructions pour assurer la réussite et la durabilité du reboisement », indique un communiqué du ministère de l'Environnement.

« Ce tronçon fait partie de 11 tronçons réalisés par le ministère dans la ville de Nouakchott d'une longueur totale de 84 kilomètres en double ligne longitudinale », ajoute le communiqué.

Le premier ministre était accompagné de la ministre de l'environnement et du développement durable, du personnel technique et administratif de son ministère, des autorités administratives et des élus.

Cette visite fait suite à celle qu'il a effectuée samedi aux composantes du programme d'urgence pour la ville de Nouakchott, qui a comporté un certain nombre d'ateliers du programme, y compris des installations dans les domaines de la santé, de l'éducation et des routes.

Après avoir inspecté ces composantes, le ministre a indiqué que les travaux en cours dans le cadre du programme d'urgence pour la capitale Nouakchott ont connu une nette amélioration depuis la précédente visite, soulignant la nécessité de respecter les délais d'achèvement des projets dans les différents secteurs.

BANQUE CENTRALE DU QATAR

13,8 milliards de riyals de transactions des terminaux de points de vente et du commerce électronique en mars dernier

La Banque centrale du Qatar (QCB) a annoncé que la valeur totale des transactions sur les terminaux de points de vente (POS) et le commerce électronique a atteint 13,8 milliards de riyals, selon les statistiques de paiement par carte au cours du mois de mars 2025. Dans un tweet publié aujourd'hui sur la plateforme "X", la banque a indiqué que la valeur totale des transactions sur le commerce électronique a atteint 4,4 milliards de riyals pour un volume total de 9,6 millions, tandis que la valeur totale des transactions sur les terminaux de points de vente s'élevait à environ 9,4 milliards de riyals pour un volume de 38,8 millions. Dans le même contexte, la Banque centrale a expliqué que la valeur totale des transactions sur les systèmes de paiement s'est élevée à 16,1 milliards de riyals en mars dernier avec un volume de 49,9 millions, indiquant que le pourcentage du commerce électronique a atteint 27%, tandis que le point de vente a atteint 58%, le système de paiement mobile 1%, et le système de paiement instantané « Fawra » 14 %.

ZLECAF

La Tunisie a déjà délivré entre 200 et 300 certificats d'origine

La Tunisie, dont le tissu industriel est relativement diversifié, s'efforce d'augmenter ses échanges commerciaux avec les autres pays africains grâce aux réductions de tarifs douaniers favorisées par la ZLECAf. Les opportunités d'exportation inexploitées vers les marchés africains sont estimées à 1,2 milliard $.

La Tunisie a délivré entre 200 et 300 certificats d'origine pour l'exportation de produits locaux vers plusieurs autres pays africains, a annoncé le Secrétariat de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) le mercredi 16 avril.

« Ce chiffre est satisfaisant compte tenu des difficultés rencontrées dans ce domaine sur le continent » a déclaré Chawki Jaballi, le chef de division de renforcement des capacités et de formation en matière douanière au Secrétariat de la ZLECAf. C'était en marge d'un atelier régional de renforcement des capacités sur les mesures de facilitation des échanges pour les opérateurs économiques agréés.

« Les certificats d'origine permettent aux entreprises exportatrices de bénéficier de la réduction des droits de douane, qui devraient être supprimés progressivement à partir du 1er janvier 2026 dans le cadre de la mise en place de la ZLECAf » a-t-il ajouté.

Un certificat d'origine est un document confirmant le pays d'origine d'un produit. Il atteste du lieu de production, de fabrication ou de traitement du produit, et est généralement exigé par les autorités douanières du pays d'importation dans le cadre de la procédure de dédouanement.

La ZLECAf vise à créer un marché continental commun de 1,3 milliard de consommateurs et un PIB cumulé de 3400 milliards USD. Ce marché intégré devrait notamment booster le commerce intra-africain de 53%, accroître la valeur ajoutée du secteur industriel de 1000 milliards USD, permettre à 50 millions d'Africains de sortir de la pauvreté et créer 14 millions d'emplois supplémentaires, selon des modélisations réalisées par la Banque mondiale.

D'après les données du Centre de promotion des exportations (CEPEX), le potentiel inexploité par la Tunisie en matière d'exportations vers les autres pays africains est estimé à environ 1,2 milliard USD. Les opportunités d'exportation inexploitées se situent notamment en Afrique du Nord (754 millions USD), en Afrique de l'Ouest (environ 270 millions USD) et en Afrique de l'Est (94 millions USD).

RÉPUBLIQUE CENTRE AFRIQUE

Un projet agro-industriel de 1,2 milliard $ soutenu par Afriland First et des indiens

Selon la Banque mondiale, près de 75% des Centrafricains, en particulier les femmes, vivent de l'agriculture, essentiellement avec des emplois informels.

La République centrafricaine (RCA) recevra un financement de plus de 800 milliards FCFA (1,2 milliard $) destiné au développement de son secteur agro-industriel. Une convention d'investissement a été signée à cet effet le mardi 15 avril 2025 par les parties impliquées, en présence du président Faustin-Archange Touadéra.

Piloté par le groupe indien Mahasakthi, ce projet a été ficelé avec l'appui d'Afriland First Holding, la branche financière du groupe camerounais Afriland First group fondée par Paul FokamKammogne. Celui-ci a joué un rôle déterminant en facilitant les négociations entre les autorités centrafricaines et les investisseurs indiens.

« Dans la composante économique, il a été question d'étudier et de connaître les besoins de l'Etat centrafricain, de rechercher des partenariats et de ficeler les mécanismes d'investissement.

Ce travail de facilitateur actif entre l'Etat centrafricain et le groupe indien Mahasakthi Group, Afriland First Holding l'a fait », a affirmé Dr Guy-Laurent Fondjo, président de la holding.

Ce projet se structure autour de deux volets principaux. Un montant de 1 milliard de dollars sera consacré à la culture et à la transformation de la canne à sucre sur une superficie de 20 000 hectares. Par ailleurs, 200 millions de dollars financeront la culture du manioc sur une étendue de 10 000 hectares. Les fonds serviront également à la construction d'usines de transformation et de deux centrales électriques d'une capacité cumulée de 70 MW.

Pour Afriland First Holding, cet engagement s'inscrit dans une stratégie visant à soutenir des projets structurants en Afrique centrale, tout en combinant rentabilité économique et impact social. « La composante sociale réside dans la façon dont le projet sera conduit. 50% de la surface arable sera distribuée à des planteurs locaux volontaires, à raison de 5 hectares minimum pour leur donner l'opportunité de se prendre en charge en tant qu'agro-entrepreneurs », a affirmé Dr Fondjo. Le groupe Mahasakthi s'engage par ailleurs à acheter et à transformer les productions issues des exploitations locales.

Au-delà de sa contribution à la dynamisation du secteur agro-industriel en RCA, cette initiative devrait générer plus de 100 000 emplois directs dans les plantations, les usines et les centrales électriques, apprend-on.

Ce partenariat permettra de valoriser les opportunités agricoles de la RCA, un pays doté de plus de 5 millions d'hectares de terres cultivables. « Nous sommes heureux de voir qu'aujourd'hui, notre pays est sur la bonne dynamique, et nous sommes prêts à accueillir d'autres investisseurs qui veulent venir chez nous. Il y a de la place pour tout le monde. Notre pays est vaste et il y a des défis. C'est ensemble que nous pourrons relever ces défis », a indiqué Richard Filakota, ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération internationale.

NIGERIA

L'OIM achève la solarisation de 9 hubs humanitaires dans l'État de Borno

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a annoncé le mercredi 16 avril 2025, avoir achevé la solarisation de l'ensemble des neuf hubs humanitaires des Nations unies dans l'État de Borno, au nord-est du Nigeria. Lancé en 2024, ce projet représente la plus vaste initiative d'alimentation solaire jamais menée par l'OIM dans le monde.

Au total, 2000 panneaux solaires ont été installés, pour une capacité combinée de 1250 kWp.

Chaque hub est désormais doté d'un système de stockage en batterie, permettant de réduire fortement la dépendance aux générateurs diesel tout en améliorant la stabilité de l'alimentation électrique et l'efficacité énergétique.

« En exploitant les énergies renouvelables, nous assurons non seulement une alimentation électrique plus stable pour les opérations humanitaires, mais nous nous alignons également sur les engagements mondiaux en matière d'action climatique et de durabilité » a déclaré Sharon Dimanche, cheffe de mission de l'OIM au Nigeria. « Cette initiative témoigne de ce qui peut être réalisé grâce à la collaboration et à l'innovation » poursuit-elle.

Les hubs humanitaires de l'ONU dans l'État de Borno au Nigeria assurent un appui logistique essentiel à plus de 1,3 million de personnes. En 2023, ils ont accueilli 4580 travailleurs humanitaires, leur fournissant hébergement, connectivité, bureaux et espaces de formation. Avant leur conversion, leur fonctionnement reposait entièrement sur le diesel, représentant jusqu'à 40% de leurs coûts d'exploitation.

TOGO

L'État va allouer 85 000 tonnes d'engrais aux exploitants pour la campagne 2025-2026

Cette mesure va prioriser les petits exploitants agricoles, principaux acteurs de la production nationale, mais aussi les plus vulnérables aux chocs exogènes.

Selon le « Budget citoyen » du ministère togolais de l'Économie et des Finances, l'État prévoit de fournir aux producteurs agricoles 85 000 tonnes d'engrais au titre de la campagne 2025-2026. C'est 9% de plus que les 77 938 tonnes distribuées lors de la campagne précédente.

Une attention particulière sera portée à la région des Savanes qui concentre à la fois d'importants besoins agricoles et des défis sécuritaires liés à l'instabilité aux frontières. Selon le document consulté par TogoFirst, cette zone recevra à elle seule 32 489 t, soit près de 40% du volume.

Les régions de la Kara et des Plateaux bénéficieront respectivement de 19 165 et 12 308 t, tandis que la Centrale et la Maritime recevront 11 905 et 8 016 t. Le Grand Lomé faiblement agricole et à forte densité urbaine, aura 667 t.

Cet appui fait écho à l'engagement des autorités togolaises de renforcer leur appui au secteur agricole, pilier de l'économie nationale et source de subsistance pour une grande partie de la population. Au-delà des fertilisants, le programme inclut la distribution de semences vivrières, dans l'objectif de garantir aux producteurs, un accès à des variétés améliorées à haut rendement et adaptées aux conditions climatiques locales.

KENYA

Le pays fait un pas de plus vers la relance de sa production de blé

Au Kenya, comme dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne, la culture du blé peine à se développer. Le gouvernement qui s'est engagé dans une course contre-la-montre pour réduire sa dépendance aux importations, mise sur la recherche pour soutenir l'appareil productif.

Au Kenya, l'Organisation nationale de recherche sur l'agriculture et l'élevage (KALRO) a inauguré, le lundi 14 avril, un centre de recherche exclusivement dédié au blé sur un site basé à Njoro, dans le comté de Nakuru. D'un coût total de 1,3 milliard de shillings (10 millions de dollars), cette infrastructure est construite avec l'appui du Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT).

Selon les informations relayées par les médias locaux, cette nouvelle installation permettra de renforcer les capacités de dépistage des maladies affectant le blé, de développer et de multiplier les semences de variétés de blé à haut rendement, plus résistantes aux maladies et résilientes au climat.

S'exprimant sur le sujet, SridharBhavani, chercheur principal et responsable du programme d'amélioration du blé pour l'Afrique de l'Est au CIMMYT, a révélé que les nouvelles variétés de blé développées par le centre de recherche de Njoro pourront permettre d'obtenir des rendements de 6 à 8 tonnes par hectare, soit près de 50 % de plus que les semences conventionnelles.

« Les capacités mises en place, tant en infrastructures qu'en expertise scientifique, sont très prometteuses. Cela contribuera largement à augmenter notre production nationale de blé », a déclaré, pour sa part, FelisterMakini, directrice adjointe en charge des cultures au KALRO.

Cette annonce soutient les ambitions de croissance du gouvernement dans la filière blé. Le 14 mars dernier, en effet, l'Autorité de l'agriculture et de l'alimentation (AFA) avait révélé l'intention du gouvernement de réduire de 17 % les importations kényanes de blé d'ici à 2027 à travers un renforcement du soutien à l'appareil productif.

Au Kenya, la production locale de blé stagne depuis de nombreuses années, s'affichant à 359 000 tonnes en moyenne entre 2019 et 2023, d'après le KNBS, obligeant le pays à importer en moyenne 1,9 million de tonnes de la céréale sur la même période pour combler ses besoins.

À terme, si les nouvelles variétés de blé développées à Njoro sont largement adoptées, le Kenya pourrait considérablement rehausser le niveau de sa production locale. Toutefois, cette avancée scientifique devra s'accompagner d'un effort soutenu de vulgarisation, de distribution de semences certifiées et d'appui technique aux producteurs.

Sans une stratégie de déploiement adaptée aux réalités des petits exploitants, les innovations ne porteront pas leurs fruits. Le véritable défi sera donc de traduire ces avancées en gains concrets de productivité dans les champs, condition sine qua non pour relancer durablement la filière blé au Kenya.

FACE ATTAQUES DE TRUMP CONTRE LA FED SECOUENT LES MARCHÉS

Les actions américaines chutent

Les actions asiatiques et les contrats à terme sur les actions américaines ont chuté lundi, l'inquiétude concernant les tarifs douaniers et les critiques du président Donald Trump à l'égard de la Réserve fédérale ayant ébranlé la confiance des investisseurs, poussant le dollar à une forte baisse et catapultant l'or, monnaie refuge, à un niveau record.

M. Trump a lancé une attaque cinglante contre le président de la Fed, Jerome Powell, jeudi, son équipe évaluant s'ils pourraient renvoyer M. Powell, une décision qui jetterait des doutes sur l'indépendance de la banque centrale et éroderait encore plus la confiance dans les actifs américains .
La plupart des marchés étaient fermés vendredi et certains, y compris la majeure partie de l'Europe,sont restés en vacances pour le lundi de Pâques, ce qui a entraîné une faible liquidité .
Les contrats à terme du S&P 500 EScv1 ont baissé de 0,75 % et ceux du Nasdaq NQc1 ont reculé de 0,8 %. En Asie, le Nikkei japonais .N225 et l'indice de référence taïwanais .TWII étaient en baisse de plus de 1% , mais les actionschinoises ont progressé.
"Les marchés sont déjà à cran en raison de l'escalade des tensions géopolitiques, et l'on craint désormais que l'ingérence potentielle de Trump dans la Fed n'ajoute une nouvelle couche d'incertitude", a déclaré Charu Chanana, stratégiste d'investissement en chef chez Saxo à Singapour. "Tout signe de pression politique sur la politique monétaire pourrait saper l'indépendance de la Fed et compliquer la voie à suivre pour les taux d'intérêt, au moment même où les investisseurs recherchent la stabilité dans un contexte de volatilité mondiale."
Les droits de douane imposés par Donald Trump ont perturbé les marchés financiers et déclenché une chute des bons du Trésor et du dollar en avril, ce qui a semé le doute sur la croyance de longue date dans le statut de valeur refuge des actifs américains .
La baisse de confiance dans les actifs américains a été exacerbée par les attaques de Trump contre la Fed et Powell tout au long de la semaine dernière.
La vente incessante du dollar a conduit l'euro EUR=EBS à un plus haut de trois ans lundi, tandis que le yen JPY=EBS a atteint un pic de sept mois. Le franc suisse CHF=EBS s'est renforcé pour atteindre son plus haut niveau face au dollar depuis plus de 10 ans. FRX/
Austan Goolsbee, président de la Réserve fédérale de Chicago, a déclaré dimanche qu'il espérait que les États-Unis n'évolueraient pas vers un environnement où la capacité de la banque centrale à définir une politique monétaire indépendante des pressions politiques serait remise en question.
La crédibilité de la Fed en tant que banque centrale la plus puissante au monde repose en grande partie sur son indépendance historique, qui lui permet d'agir à l'abri de toute influence politique.
Le rendement du billet de référence du Trésor américain à 10 ans US10YT=RR a augmenté de 3,5 points de base au cours des heures asiatiques.
Le rendement à deux ans, qui évolue généralement en fonction des prévisions de taux d'intérêt, a baissé de 3,6 points de base, les opérateurs ayant évalué lapossibilité d'une réduction des taux sous la pression de M. Trump.

Les résultats américains en ligne de mire

Avec le lancement de la saison des résultats aux États-Unis, les investisseurs se concentreront cette semaine sur les résultats de l'entreprise technologique Alphabet, du fabricant de puces Intel et du fabricant de véhicules électriques Tesla .
Toutes les actions des "Sept Magnifiques" sont en forte baisse en 2025, Alphabet perdant environ 20 % et Tesla 40 %.
Les entreprises et les investisseurs sont aux prises avec un paysage tarifaire qui est susceptible de continuer à évoluer à mesure que l'administration Trump négocie avec les pays.
Alors que M. Trump a suspendu certaines des taxes les plus lourdes sur les importations, les États-Unis sont également engagés dans une bataille commerciale avec la Chine, la deuxième économie mondiale.
Les données du début du mois d'avril de la Corée du Sud ( ) ont montré une forte baisse des exportations, ce qui suggère que les droits de douane américains commencent à frapper plus durement l'économie mondiale. La Corée du Sud et les États-Unis doivent tenir des négociations commerciales cette semaine .
M. Trump a déclaré vendredi que les États-Unis avaient de bonnes conversations en privé avec la Chine dans le cadre de la guerre commerciale entre les deux pays. Mais l'ambassadeur de Chine aux États-Unis a déclaré que les États-Unis devraient faire preuve de respect avant que des discussions puissent avoir lieu.
Dans les matières premières, le prix de l'or a augmenté de plus de 1% pour toucher un record de 3 370,17 dollars l'once, portant ses gains depuis le début de l'année à 26%. Le métal n'a cessé d'atteindre des sommets cette année, soutenu par des flux de valeurs refuges.
Les prix du pétrole ont baissé lundi après que les négociations nucléaires entre les Etats-Unis et l'Iran aient progressé, atténuant les craintes que le conflit ne réduise l'offre du principal producteur du Moyen-Orient.
Les contrats à terme sur le pétrole Brent ont baissé de 1,75% à 66,77 dollars le baril.
Le brut américain West Texas Intermediate était à 63,55 dollars le baril, également en baisse de 1,75%. O/R
Le prix du BTC= a atteint son plus haut niveau depuis le 2 avril et était en hausse de 2,89% à 87 515,88 $.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 18 Avril 2025
Valeur : 22 Avril 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.3188	132.3338
1	EUR	EURO	150.4465	150.4768
1	GBP	POUND STERLING	175.4659	175.6022
100	JPY	JAPANESE YEN	92.9205	92.9572
1	CNY	CHINESE YUAN	18.1202	18.1237
1	CHF	SWISS FRANC	161.6404	161.7377
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.4199	95.4652
1	DKK	DANISH KRONE	20.1463	20.1526
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.7351	13.7483
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.6237	12.6374
1	AED	UAE DIRHAM	36.0237	36.0298
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.2634	35.2711
1	KWD	KUWAITI DINAR	431.4275	431.7579
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.9754	44.4174
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2562	14.2578
1	LYD	LIBYAN DINAR	24.1097	24.2334
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3139	3.3241
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	179.2194	179.2194

PÂQUES SOUS HAUTE TENSION

Lapins, œufs… et guerre commerciale

Tandis que des millions de familles à travers le monde célébraient ce week-end de Pâques dans la douceur printanière, les chefs économiques et financiers de la planète se retrouvaient dans une atmosphère autrement plus orageuse. Loin du chocolat et des cloches, c'est au cœur d'une bataille géopolitique sans précédent que s'est ouverte la réunion de printemps du FMI et de la Banque mondiale à Washington, dans un climat de crise commerciale que certains qualifient déjà de pire que celui du siècle dernier.

La fête des œufs… brouillés

La capitale américaine, berceau des institutions de Bretton Woods, s'est transformée en scène d'un affrontement à multiples dimensions. Au centre de toutes les attentions : la guerre tarifaire menée tambour battant par le président Donald Trump. Non content d'avoir déstabilisé les marchés, le locataire de la Maison-Blanche semble bien décidé à remettre en question l'ordre économique international que les États-Unis eux-mêmes ont contribué à bâtir depuis la Seconde Guerre mondiale. Le décor est planté pour ce que Josh Lipsky, ancien conseiller du FMI, décrit comme l'un des sommets "les plus dramatiques de ces dernières décennies". Le multilatéralisme chancelle, et l'on se demande comment préserver la coopération internationale sans heurter de front le président américain — une mission diplomatique aussi périlleuse qu'une chasse aux œufs dans un champ de mines.

Une Chine qui ne joue plus les figurantes

Dans ce jeu de dominos planétaire, la Chine joue ses cartes avec finesse. Accusée par Trump de tirer un avantage déloyal de la mondialisation, elle cherche à se positionner comme la nouvelle garante du libre-échange et du système basé sur des règles. Pékin se présente désormais comme le pilier de la stabilité mondiale, à rebours d'une Amérique jugée erratique et belliqueuse. Les Européens, eux, avancent sur un fil : solidaires des États-Unis sur certains points, mais réticents à suivre aveuglément une stratégie de confrontation frontale avec la Chine. Tandis que Bruxelles s'emploie à ménager la chèvre et le chou, Londres tente une audacieuse reconversion en médiateur transatlantique, pendant que Berlin, Tokyo ou encore Séoul négocient en coulisses des exemptions aux tarifs américains.

Le multilatéralisme en mode survie

Dans cette cacophonie diplomatique, les pays émergents — souvent les plus vulnérables — espèrent tirer leur épingle du jeu. Pour eux, les réunions du FMI et de la Banque mondiale représentent bien plus qu'un rendez-vous annuel : une rare opportunité d'accéder aux puissants, de frapper aux portes et d'arracher un compromis salvateur. Mais voilà que ces deux institutions, symboles du consensus international, sont elles-mêmes fragilisées. Le président Trump menace ouvertement de réévaluer la participation américaine à ces instances. Le FMI, dont le principal débiteur est l'Argentine de son allié Javier Milei, tente de démontrer son utilité stratégique à Washington. Reste que l'ombre d'un désengagement plane, alimentée par les tensions géopolitiques et l'unilatéralisme galopant de l'administration américaine.

Une fête bancale et un dollar à l'épreuve

Sur les marchés, l'ambiance est tout sauf festive. Le dollar a trébuché, fragilisé par les critiques répétées de Trump à l'égard de la Réserve fédérale et les rumeurs de limogeage de son président, Jerome Powell. La défiance vis-à-vis de la politique monétaire américaine pousse les investisseurs à se tourner vers des valeurs refuges : l'or s'envole, le yen et le franc suisse séduisent, et les obligations européennes gagnent en attractivité. En parallèle, les rumeurs de sanctions secondaires contre les alliés commerciaux de la Chine inquiètent les partenaires de Washington. Pékin prévient : tout accord conclu au détriment de ses intérêts entraînera des représailles. Dans ce contexte, les discussions à venir s'annoncent aussi tendues qu'une coquille d'œuf prête à éclater.

Cloche de fin ou chant du cygne ?

Alors que les cloches de Pâques résonnent encore dans certaines contrées, la communauté internationale est confrontée à une réalité bien moins harmonieuse. Si le risque d'un retrait brutal des États-Unis du système multilatéral reste faible, la marginalisation progressive du FMI, de la Banque mondiale et du G20 pourrait s'avérer tout aussi déstabilisante. En cette saison de renouveau, les puissances économiques sont appelées à choisir : défendre un ordre mondial coopératif — fût-ce sans son architecte initial — ou céder au chacun-pour-soi. Une décision cruciale, dont dépend peut-être la stabilité économique des années à venir.
source : Zonebourse

"L'INTÉRÊT NATIONAL DOIT PRIMER SUR TOUT LE RESTE"

La coré du sud va négocier avec les Etats-Unis sur les droits de douane

Deux ministres sud-coréens se rendent cette semaine à Washington pour des discussions avec l'administration américaine, espérant éviter les droits de douane imposés par Donald Trump.

Les ministres sud-coréens des Finances et du Commerce sont attendus à Washington cette semaine pour des négociations commerciales visant à éviter les lourds droits de douane imposés par l'administration américaine, a déclaré lundi le président sud-coréen par intérim Han Duck-soo.
"Lors d'un appel téléphonique avec le président Donald Trump (...), nous avons convenu de tenir des discussions constructives sur la coopération économique, y compris la balance commerciale entre la Corée du Sud et les États-Unis, par le biais de réunions au niveau ministériel", a indiqué le président sud-coréen. Le ministre des Finances Choi Sang-mok et le ministre du Commerce et de l'Industrie AhnDukgeun rencontreront jeudi le secrétaire au Trésor américain Scott Bessent et le représentant pour le Commerce extérieur Jamieson Greerpour établir "un point de départ significatif pour la coopération future".
"Le gouvernement poursuivra ces discussions dans le calme et avec sérieux, en vertu du principe selon lequel l'intérêt national doit primer sur tout le reste, afin de trouver des solutions mutuellement bénéfiques", a déclaré Han Duck-soo lors d'une réunion du groupe de travail gouvernemental. Les discussions porteront sur "la balance commerciale, la construction navale et le GNL (gaz naturel liquéfié)", a-t-il précisé.

"Gigantesque" gazoduc en Alaska

Le mois dernier, Donald Trump a déclaré que le Japon et la Corée du Sud souhaitaient travailler avec les États-Unis sur un "gigantesque" gazoduc en Alaska. "Nous sommes tout à fait conscients que ces négociations avec Washington ne seront pas faciles, et nous comprenons le mélange d'attentes et d'inquiétudes qui les entourent", a déclaré Han Duck-soo. "Toutefois, la République de Corée a surmonté les crises passées et transformé les défis en opportunités grâce à l'unité de son peuple, fondement de notre croissance et de notre prospérité actuelles", a-t-il ajouté, utilisant le nom officiel de son pays.
La semaine dernière, Séoul a annoncé des plans d'aide supplémentaires massifs de 4,9 milliards de dollars pour son industrie des semi-conducteurs, et de 2 milliards pour ses constructeurs automobiles, citant "l'incertitude croissante" concernant les surtaxes américaines.

CHINE

Hausse attendue de la production céréalière en 2025

La Chine devrait enregistrer une hausse de sa production céréalière en 2025, après avoir atteint un niveau record de 706,5 millions de tonnes l'année précédente, tout en renforçant sa capacité d'approvisionnement en céréales et autres produits agricoles majeurs, selon un rapport publié dimanche. D'après ce document du Comité chinois des perspectives agricoles, rattaché au ministère de l'Agriculture et des Affaires rurales, la production céréalière du pays devrait atteindre 709 millions de tonnes en 2025.
Cette croissance sera portée par les efforts accrus pour améliorer les rendements à grande échelle et l'engouement persistant pour la culture céréalière.
Le rapport indique par ailleurs que la production de soja devrait augmenter de 2,5% en glissement annuel pour s'établir à 21,17 millions de tonnes en 2025. Grâce à l'augmentation de la production nationale et le ralentissement de la croissance de la consommation, les importations de produits agricoles de base devraient diminuer, précise le document.
A plus long terme, sur la prochaine décennie, le rapport prévoit une percée dans la productivité agricole chinoise. Des améliorations sont attendues tant dans la capacité globale de production céréalière que dans la gestion des risques et défis majeurs du secteur.

CHINE

Les industriels cherchent de nouveaux débouchés

Les clients américains ont disparu de la foire de Canton, la guerre commerciale des droits de douane touche de plein fouet une partie des producteurs.
Les exportateurs chinois commencent à chercher des opportunités pour accéder à de nouveaux marchés. Avec les droits de douane de 145 % sur les importations chinoises, les clients Américains ont disparu de la foire de Canton, dans le sud de Chine.
C'est là qu'une partie des entrepreneurs chinois cherchent de nouveaux débouchés.
Tang Shousheng, exposant de la foire de Canton : « Nous ne manquerons pas d'étendre nos marchés à l'étranger, en dehors des États-Unis. Ce produit est un élément clé à l'heure actuelle. Il possède des fonctions modernes. Des clients polonais et néerlandais ont voulu signer un accord de distribution exclusive avec nous ici même. »
Au-delà de l'expansion vers d'autres marchés que les États-Unis, des industriels chinois investissent vers des lignes de production à l'étranger.
En mars dernier, les exportations chinoises ont bondi de 124 % par rapport à l'année dernière : les entreprises avaient pris des dispositions en amont de la flambée des droits de douane.

IL EST REMPLACÉ PAR INTÉRIM PAR LE VICE-PRÉSIDENT DU CA

Le fondateur du forum de Davos démissionne

Le fondateur du Forum économique mondial, Klaus Schwab a démissionné avec effet immédiat de ses fonctions de président et membre du Conseil d'administration de l'organisation, tournant une page de l'histoire de cette institution connue pour sa réunion annuelle des élites mondiales dans la luxueuse station de ski suisse de Davos.
«Alors que je commence ma 88ème année, j'ai décidé de quitter le poste de président et de membre du conseil d'administration, avec effet immédiat», écrit Klaus Schwab dans un communiqué publié ce lundi. Il est remplacé par intérim par le vice-président du CA et ancien patron de Nestlé, Peter Brabeck-Letmathe. Borge Brende, ancien ministre des Affaires étrangère de Norvège est le directeur éxecutif du Forum.
«Le conseil d'administration a reconnu les réalisations exceptionnelles du président et fondateur du Forum économique mondial, Klaus Schwab. Il a créé la principale plateforme mondiale pour le dialogue et le progrès, et le conseil d'administration a exprimé sa gratitude pour ses 55 années de leadership inlassable à la tête du Forum», poursuit le communiqué. Le conseil d'administration du Forum économique mondial «souligne l'importance de rester inébranlable dans sa mission et ses valeurs en tant que facilitateur du progrès».

Une réunion immanquable…

Né à Ravensbourg en Allemagne le 30 mars 1938, marié et père de deux enfants, Klaus Schwab n'était encore qu'un simple professeur en gestion d'entreprise de l'université de Genève, où il a enseigné jusqu'en 2003, lorsqu'il a lancé le «Forum européen de management» en 1971, précurseur de l'actuel Forum. Il l'a ensuite élargi en invitant des chefs d'entreprises américains, réussissant à se créer un gigantesque carnet d'adresses et transformant cette rencontre en un grand raout international dédié aux relations d'affaires et aux échanges d'idées.
Au fil des ans, le Forum de Davos a volé de succès en succès, attirant l'élite économique et politique mondiale et même, un temps, les plus grandes stars du cinéma et du divertissement, lors de tables rondes dans les Alpes suisses. Des rencontres régionales ont ensuite été créées ainsi qu'une dizaine de Centres chargés de creuser les grandes thématiques comme les chaînes d'approvisionnement, la cybersécurité, la nature et le climat, le système financier, etc. Le WEF affirme qu'il «fournit une plateforme mondiale, impartiale et à but non lucratif pour une connexion significative entre les parties prenantes afin d'établir la confiance et de construire des initiatives pour la coopération et le progrès». Sa mission consiste à «améliorer l'état du monde».

…sous le feu de nombreuses critiques

Le Forum économique mondial est aussi très critiqué, accusé de créer un espace pour le monde de l'entreprise, qui peut ainsi faire pression sur les gouvernements sans contrôle démocratique. L'influence de ce Forum a même créé le concept de «l'homme de Davos» en référence à une élite mondialisée d'ultra-riches apatrides acquis à la cause du libre-échange. Comme d'autres organisations internationales, le WEF suscite de nombreuses infox et théories du complot, accusé de vouloir mettre en place un «nouvel ordre mondial» afin de «contrôler la population».
La publication par Klaus Schwab en 2020 d'un ouvrage intitulé «The Great Reset» (La Grande Réinitialisation dans son édition française), avait mis en ébullition les sphères complotistes qui y voyaient la preuve du plan mis en oeuvre par les élites mondiales pour détruire les démocraties et asservir voire éliminer, une partie de l'humanité. Elon Musk, l'homme le plus riche du monde et membre influent de l'entourage du président américain Donald Trump accusé Klaus Schwab sur son réseau social X de vouloir «être l'empereur de la Terre». Le Forum économique mondial a régulièrement mis en garde sur la désinformation, l'un des plus grands risques de l'humanité, à l'orée de deux années qui verront près de trois milliards de personnes se rendre aux urnes et en plein boom de l'intelligence artificielle.

LE CHÂTEAU VA-T-IL TOMBER ?

Google risque vraiment le démantèlement

Google affronte aujourd'hui la menace la plus sérieuse de son histoire. Après des décisions judiciaires défavorables sur son monopole dans la recherche en ligne et la technologie publicitaire, le géant technologique entre dans une phase critique qui pourrait redessiner son empire.

Après cinq années de bataille juridique pour préserver son intégrité, Google voit ses défenses s'éroder progressivement. L'entreprise se retrouve au centre de deux procès antitrust majeurs engagés par le Département de la Justice des États-Unis (DOJ), qui la vise pour des pratiques jugées monopolistiques dans la recherche en ligne et la publicité numérique. Ce lundi marquera le début d'un procès de trois semaines à Washington qui déterminera les mesures correctives nécessaires pour rétablir la concurrence dans la recherche en ligne.

Chrome, données, et intelligence artificielle… Google dans le viseur du Département de la Justice

Le Département de la Justice entend bien s'attaquer aux fondations de la domination de Google dans la recherche. Un juge fédéral a déjà statué en 2023 que la firme détenait illégalement un monopole sur ce marché. Le procès, qui s'ouvrira ce lundi 21 avril, visera à définir des sanctions quelque peu radicales. Parmi elles figurent la vente forcée du navigateur Chrome, le partage des données de recherche avec la concurrence, la surveillance gouvernementale des nouveaux investissements en matière d'intelligence artificielle, et la fin des accords d'exclusivité avec les fabricants de navigateurs et de téléphones. « Les accords exclusifs avec Apple ont étouffé toute concurrence viable », affirme le DOJ, soulignant que Chrome constitue un verrou stratégique pour l'accès aux moteurs de recherche. De plus, les volumes massifs de données collectées grâce à Google Search lui confèrent un avantage évident face aux concurrents. Le DOJ prévoit d'appuyer ses arguments avec les témoignages d'acteurs de la recherche comme DuckDuckGo, Bing et Yahoo, mais également d'entreprises spécialisées dans l'intelligence artificielle telles qu'OpenAI et Perplexity.
De son côté, Google compte défendre ses produits comme des outils populaires que les sanctions pourraient lourdement fragiliser. L'objectif de ce dernier étant simplement d'atténuer sa peine, les juges étant déjà convaincus de ses pratiques anticoncurrentielles. Comme rapporté par The Verge, le DOJ estime que des mesures sérieuses sont nécessaires pour démanteler le monopole de Google dans la recherche. D'ailleurs, cette affaire constitue la plus grande menace antitrust à laquelle une grande entreprise technologique a été confrontée aux États-Unis depuis la perte historique de Microsoft concernant son monopole sur les systèmes d'exploitation début 2000.

Publicité numérique : bientôt la fin d'un règne pour Google ?

Au-delà du procès sur la recherche en ligne, le géant de Mountain View doit également faire face à une procédure similaire concernant ses outils publicitaires. L'année dernière, la juge Leonie Binkema a statué que Google monopolise le marché avec deux services illégalement liés : DFP (serveur publicitaire pour éditeurs) et AdX (place de marché). Le DOJ pourrait alors demander la séparation de ces services, dans une démarche potentiellement moins spectaculaire que la cession de Chrome, mais qui n'en demeure pas moins lourde de conséquences. Comme le souligne le dossier : « le marché publicitaire que Google domine soutient une large part de l'économie du web ».
Lors du procès initial, plusieurs éditeurs ont témoigné de leur dépendance aux décisions unilatérales de Google. Rendre cet écosystème plus concurrentiel permettrait, selon le DOJ, de redonner de l'élan au Web ouvert. Si aucun calendrier n'est encore fixé à ce jour, la réputation de célérité du tribunal de Virginie laisse présager une décision possible d'ici à la fin de l'été 2025. Cependant, les recours de Google pourraient repousser toute mesure de plusieurs années, jusqu'à un éventuel passage devant la Cour suprême.

Source : The Verge

Ce laboratoire chinois veut rendre la mémoire flash aussi rapide que votre RAM

Des chercheurs chinois ont mis au point une mémoire flash ultrarapide, baptisée « Poxiao ». Avec des vitesses d'écriture flirtant avec celles de la RAM, cette avancée pourrait bien réduire la frontière historique entre mémoire vive et stockage de masse.
La distinction fondamentale entre la mémoire vive (RAM), rapide mais volatile, et le stockage flash (SSD, clés USB), permanent mais plus lent, rythme le fonctionnement de nos appareils depuis des décennies. Cependant, une équipe de l'Université Fudan à Shanghai a publié des travaux dans la revue Nature qui pourraient rebattre les cartes, grâce à une nouvelle approche de la mémoire non-volatile. Cette nouvelle technologie, surnommée Poxiao (ou « Aube » en mandarin), atteint des vitesses d'accès et d'écriture stupéfiantes de 400 picosecondes, soit 0,4 nanoseconde. Pour replacer ce chiffre dans son contexte, il s'agit d'une vitesse environ 100 000 fois supérieure à celle de la mémoire flash conventionnelle que l'on trouve dans nos SSD et clés USB actuels.

Pousser la mémoire flash dans ses retranchements

Traditionnellement, la mémoire flash, bien qu'ayant transformé le stockage avec l'avènement des SSD, souffre de latences en écriture et effacement qui se mesurent en microsecondes, voire millisecondes. La RAM, qu'elle soit de type DRAM ou SRAM, opère quant à elle dans la gamme des nanosecondes, mais perd toutes ses données à la mise hors tension. Poxiao vise à combiner le meilleur des deux mondes : la non-volatilité de la flash avec une vitesse approchant la nanoseconde.
L'équipe de Fudan affirme que son dispositif peut fonctionner 25 milliards de fois par seconde. Selon Zhou Peng, l'un des chercheurs principaux, cela équivaut à « un milliard d'opérations en un clin d'œil », là où une clé USB classique n'en effectuerait qu'un millier. Si l'on est encore un cran en dessous des SRAM les plus rapides qui descendent sous la nanoseconde, ce bond en performance pour une mémoire non-volatile est considérable. D'autres recherches, comme celles menées au Royaume-Uni sur la mémoire UK III-V, exploraient déjà des pistes pour obtenir une mémoire non-volatile aussi véloce que la DRAM tout en étant plus économe. Poxiao semble franchir une nouvelle étape dans cette quête de la mémoire universelle.

Une physique revisitée

Pour atteindre de telles vitesses, les chercheurs ont dû repenser le mécanisme physique au cœur de la mémoire flash. Les technologies actuelles reposent souvent sur des transistors à grille flottante (floating-gate transistors) où le déplacement des électrons pour stocker l'information prend un certain temps. La technologie Poxiao utilise une approche différente, baptisée « injection de porteurs chauds améliorée par matériaux 2D » (2D-enhanced hot-carrier injection).
Concrètement, ils emploient des matériaux bidimensionnels, notamment un canal en graphène Dirac, réputé pour la mobilité exceptionnelle de ses électrons. En modulant certaines propriétés de ce canal 2D, ils parviennent à créer un phénomène de « super-injection » de charges vers la couche de stockage de la mémoire.
Selon Liu Chunsen, chercheur sur le projet, ce mécanisme de super-injection n'a pas les limitations de vitesse des méthodes traditionnelles, permettant de pousser la vitesse de la mémoire non-volatile vers ses limites théoriques. Cette rupture s'éloigne des optimisations incrémentales vues sur les disques hybrides ou les architectures comme OptiNAND de Western Digital, qui ajoutaient de la flash pour du cache ou l'optimisation des métadonnées sans changer fondamentalement la vitesse d'écriture intrinsèque.

La mémoire, nouveau goulot d'étranglement de l'intelligence artificielle

L'un des principaux moteurs de cette recherche est le besoin croissant de performances dans le domaine de l'intelligence artificielle. Les modèles d'IA modernes manipulent des volumes de données colossaux et nécessitent des accès mémoire extrêmement rapides pour l'entraînement et l'inférence en temps réel. Actuellement, le transfert de données entre le processeur et la mémoire/stockage est un goulet d'étranglement majeur, consommant une part significative de l'énergie.
En offrant une mémoire non-volatile capable d'écrire à des vitesses proches de la nanoseconde, Poxiao pourrait permettre aux systèmes d'IA d'accéder et de modifier les données beaucoup plus rapidement, réduisant les latences et potentiellement la consommation d'énergie globale. Cela pourrait accélérer l'apprentissage des modèles et améliorer l'efficacité des centres de données. Cette avancée pourrait créer une réelle rupture dans un domaine où le progrès se veut linéaire itératif, notamment via l'augmentation de la densité avec des puces NAND 3D empilant couches sur couches pour atteindre de nouveaux standards.
Malgré ces promesses, il convient de tempérer l'enthousiasme. La technologie Poxiao en est encore à ses balbutiements. Le prototype actuel, bien que fonctionnel et démontrant la vitesse record, a une capacité de stockage très limitée, de l'ordre du kilooctet seulement – à peine de quoi stocker un court texte. Sa conception actuelle privilégie la vitesse pure au détriment de la capacité. La prochaine étape cruciale sera de démontrer la capacité de cette technologie à être produite en masse et à plus grande échelle, tout en conservant ses performances et en offrant une endurance suffisante aux cycles d'écriture/effacement. Des défis subsistent également quant à l'intégration de ces nouveaux matériaux 2D dans les processus de fabrication CMOS standards.

Source : Neowin

FUTURE MAZDA MX-5

Date, choix techniques, plus d'infos sur la prochaine génération du cabriolets

Dans une interview, le directeur technique de Mazda a confirmé l'arrivée de la cinquième génération de MX-5. Et nous en dit plus sur la date et les choix techniques !

Depuis 1989, la Mazda MX-5 défend une philosophie simple : légèreté, agilité et plaisir de conduite avant tout. Le modèle, qui vient de subir un rappel de 500 exemplaires en France, n'a pas besoin de chevaux à outrance pour faire vibrer le conducteur. Et pourtant, à l'heure où les normes antipollution se durcissent, beaucoup craignaient que le prochain modèle perde cette identité, sacrifiant la sportivité au nom des réglementations. La bonne nouvelle, c'est que la cinquième génération de la Miata est bel et bien en route pour 2027. L'autre bonne nouvelle, c'est qu'elle conservera ses fondamentaux – compacité, boîte manuelle, plaisir brut – tout en relevant les nouveaux défis techniques. Pour y parvenir, Mazda a dû prendre une décision plutôt inattendue… que l'on découvre sous le capot.

Toujours un 4-cylindres… mais plus gros !

La surprise, c'est donc un moteur 2.5 litres atmosphérique, issu de la nouvelle famille SkyActiv Z. Un choix étonnant dans un contexte de downsizing généralisé, mais logique, selon Mazda : il s'agit de préserver les performances malgré les normes d'émissions plus strictes. Ce bloc quatre cylindres surpasse largement les 1.5 et 2.0 encore proposés chez nous. Pourtant, les ingénieurs tempèrent les attentes : cette cylindrée plus généreuse n'offrira pas nécessairement beaucoup plus de puissance que les 184 ch maximum actuels : il permettra de compenser les pertes induites par le respect des futures normes. Dans une interview à Road & Track, Ryuichi Umeshita, directeur technique de Mazda, juge que "le rapport poids/puissance actuel est suffisant. Nous n'avons pas besoin de plus de puissance."

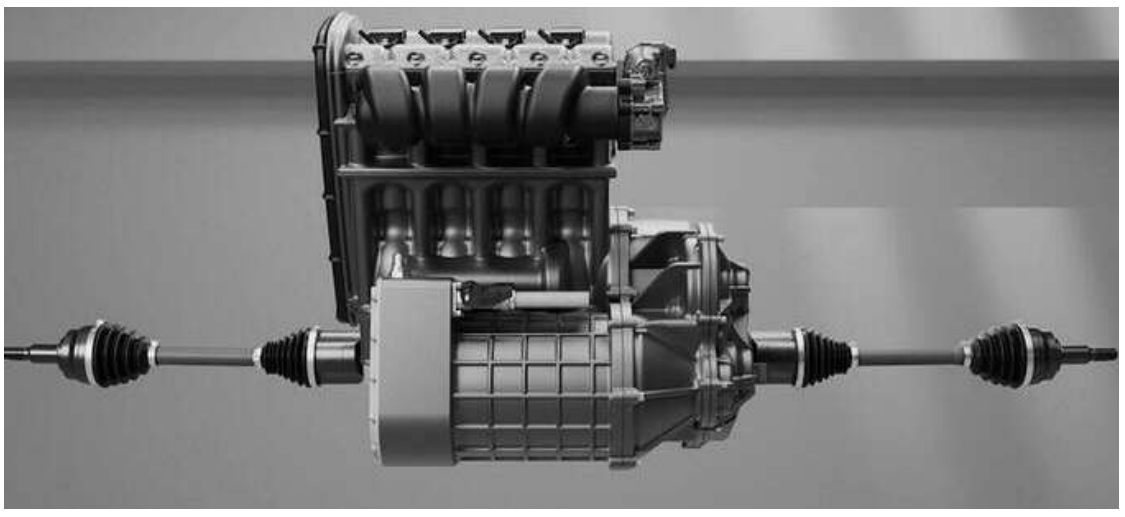
Moins de poids, plus de plaisir

Au lieu de se concentrer sur la puissance, Mazda mise sur la légèreté, véritable ADN de la Miata. Le responsable design, Masashi Nakayama, évoque même un objectif de moins d'une tonne à vide – une prouesse en 2027. Si Mazda réussit son pari, ce serait même moins que les modèles actuellement au catalogue, qui affichent pourtant encore des masses à faire rêver le reste de la production automobile : de 1 003 kg (1.5 SkyActiv-G 132 ch) à 1 119 kg (version Targa RF 2.0 SkyActiv-G 184 ch automatique). Alléger la future MX-5 sans compromettre la sécurité ni l'agrément sera un défi, mais la marque y voit la clé pour conserver le plaisir de conduite qui a fait le succès du modèle depuis plus de trois décennies.

L'électrification n'est pas loin

Mazda reste discret sur le sujet, mais tout porte à croire que la future MX-5 intégrera malgré tout une forme d'électrification légère. La nouvelle plateforme SkyActiv Z est justement conçue pour accueillir des technologies hybrides, et la marque a déjà exploré des solutions compactes avec des moteurs rotatifs comme générateurs. Reste à savoir comment intégrer cette technologie sans faire exploser le poids, puisque c'est là le pilier central du cahier des charges quand il s'agit de la MX-5. On en saura plus dans les prochains mois, à mesure que Mazda dévoilera les contours exacts de cette Miata du futur, toujours fidèle à sa mission : mettre un grand sourire sur le visage du conducteur.

Horse Powertrain : l'hybride modulaire qui s'invite dans les VE



Alors que l'électrification pure marque le pas, la coentreprise de Geely et Renault dévoile une solution technique audacieuse : un groupe motopropulseur hybride compact, conçu pour s'intégrer dans l'architecture existante des véhicules électriques. Ce module tout-en-un, combinant moteur thermique, moteur électrique, transmission et électronique, peut être installé à la place du moteur principal d'un VE, sans nécessiter de modifications majeures de la plateforme ni de nouvelles lignes de production. Il peut fonctionner comme hybride parallèle ou comme prolongateur d'autonomie, et accepte divers carburants, dont l'essence, le E85, le méthanol pur et les carburants synthétiques. Cette innovation intervient alors que plusieurs constructeurs, confrontés à une demande en baisse pour les VE, cherchent des alternatives. Fiat, par exemple, développe une version hybride de la 500e pour remplacer l'ancienne 500 thermique. Surtout, cela permettrait peut-être d'imaginer une variante hybride rechargeable - ou électrique à prolongateur d'autonomie - des nouvelles Renault R5 et R4 ou des plus grandes Mégane et Scénic. Une perspective alléchante s'il en est ! Selon Matias Giannini, PDG de Horse Powertrain, cette technologie permet aux constructeurs de diversifier leur offre sans perturber leur processus de production. Avec une capacité de production annuelle prévue de 5 millions d'unités et une présence mondiale, Horse Powertrain s'impose comme un acteur clé dans la transition vers une mobilité plus durable

La petite histoire du klaxon

Le klaxon… Ce cri strident de la voiture, capable aussi bien de sauver une vie que de ruiner une sieste. Mais avant qu'il ne devienne l'arme préférée des automobilistes pressés, il a fallu passer par plusieurs siècles de signaux plus ou moins… artisanaux. Alors, d'où vient ce réflexe sonore ? Pourquoi klaxonne-t-on ? Et qui a décidé un jour de faire crier nos voitures ?

Avant le klaxon, on hurlait

L'idée d'avertir les autres de son passage ne date pas de la voiture. Dès le Moyen Âge, les cavaliers, cochers ou conducteurs de diligences utilisaient des trompes, des clochettes ou tout simplement leur voix pour que les piétons s'écartent. Avec les premières voitures à cheval, puis les premières automobiles à la fin du XIXe siècle, on adopte des instruments un peu plus sérieux : trompes à air, sifflets, poires. Le but ? Faire du bruit, du vrai.

L'invention du klaxon : merci monsieur Hutchinson

Le klaxon tel qu'on le connaît apparaît au tout début du XXe siècle. Il est inventé par Miller Reese Hutchinson, un ingénieur américain.Le premier modèle électrique émettait un bruit très reconnaissable : un "Ahooga !" métallique, un peu comique… mais efficace. Il fut adopté dès les années 1910 sur de nombreuses voitures, notamment la Ford T.

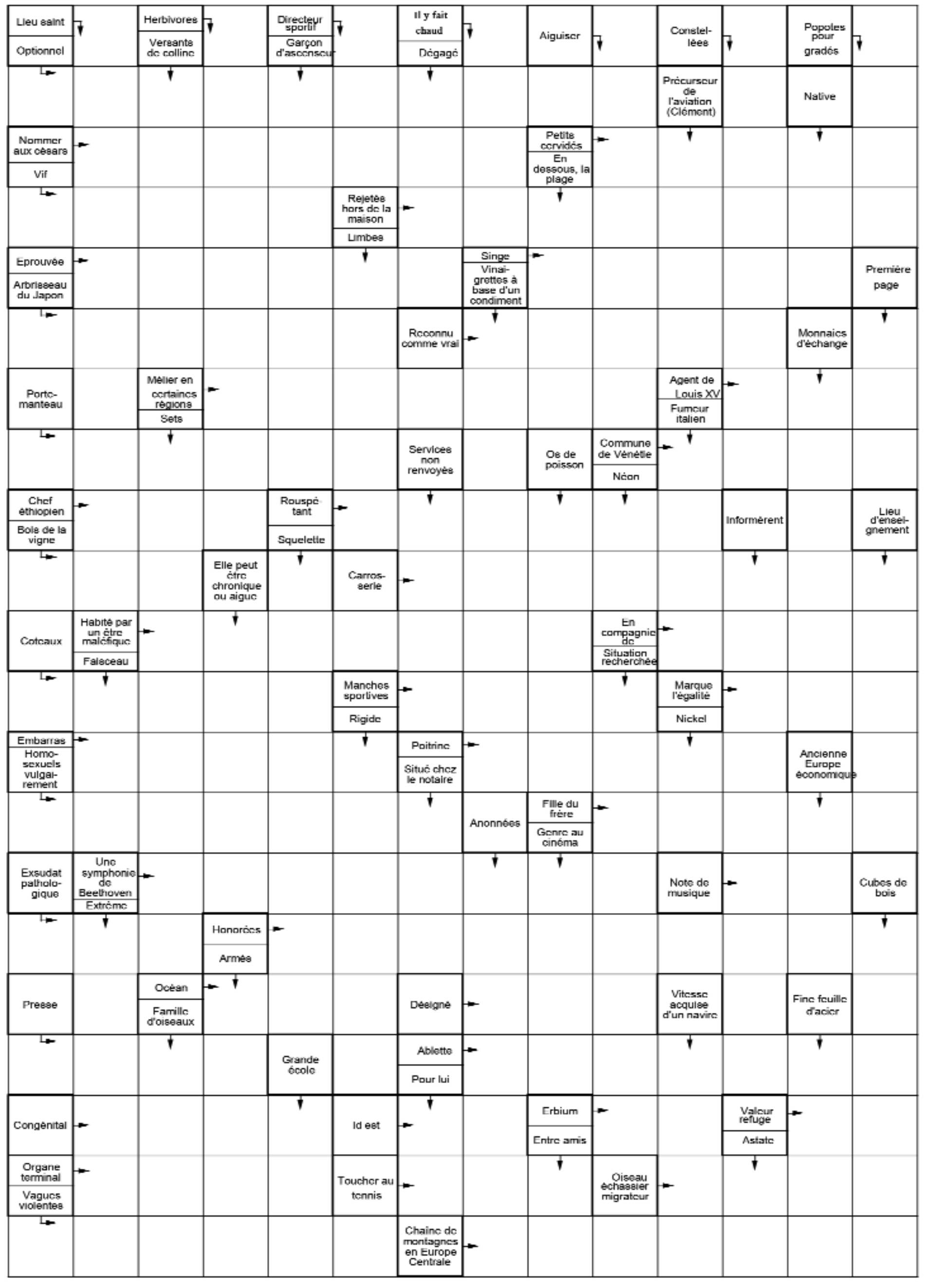
Un langage universel…

Le klaxon n'a jamais vraiment eu de but précis, si ce n'est un principe simple : avertir. En théorie, il est réservé à un usage de sécurité. En pratique… on connaît tous le coup de klaxon pour dire bonjour, protester contre un feu rouge trop long, ou "chanter" lors des mariages.
Certaines cultures en ont fait un art : en Inde, au Caire ou à Naples, le klaxon est quasiment une langue vivante.

Et demain ?

Certains constructeurs testent des klaxons plus doux, voire personnalisables, pour différencier l'avertissement amical du danger réel. D'autres planchent sur des alertes visuelles ou sonores plus intelligentes pour les voitures autonomes.
Mais une chose est sûre : tant qu'il y aura des humains au volant… il y aura des coups de klaxon, peu importe sa sonorité.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mardi 22 avril 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

ACCIDENTS DE LA ROUTE

six morts et 168 blessés en 24 heures

Six (06) personnes sont décédées et 168 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers le pays, indique lundi, un bilan de la Protection civile. Par ailleurs, "les unités de la Protection civile de la wilaya de Boumerdès ont prodigué des soins de première urgence à sept personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant des appareils de chauffage à l'intérieur de leurs domicile, à travers les wilayas de Sétif, Relizane et Tiaret", ajoute la même source, déplorant "le décès par intoxication de deux personnes dans la commune de Sougueur". Intervenant dans le cadre des dernières intempéries ayant touché les wilayas d'El-Tarf et de Guelma, les équipes de la Protection civile ont procédé à l'épuisement des eaux pluviales à travers plusieurs communes, conclut le communiqué.

DÉCÈS DU PAPE FRANÇOIS

Le président de la République présente ses condoléances

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, lundi, un message de condoléances au cardinal Kevin Farrell, chargé de gérer les affaires courantes du Vatican et de tous les chrétiens du monde, suite au décès du pape François. "C'est avec une profonde affliction et une vive émotion que j'ai appris la triste nouvelle du décès du souverain pontife, le pape François, des suites d'une longue maladie. En cette douloureuse épreuve, je tiens à adresser au Vatican, à toutes ses institutions et à tous les chrétiens du monde, au nom du peuple et du Gouvernement algériens et en mon nom personnel, mes sincères condoléances et l'expression de ma profonde compassion pour la perte de cette éminente personnalité qui a marqué de son empreinte notre histoire contemporaine. Le défunt a voué sa vie à la diffusion de l'amour de Dieu, l'Unique, et à la consécration des valeurs de fraternité, de solidarité et de coexistence entre les peuples. Avant d'être rappelé auprès du Très-Haut, sa sincérité et son dévouement au service des causes des opprimés, des démunis et des pauvres lui ont valu l'amour et la profonde sympathie des peuples. Tout en partageant votre peine en ces moments difficiles, je vous prie de croire, Cardinal, en l'expression de mes sentiments les plus sincères de compassion et de sympathie", lit-on dans le message de condoléances du président de la République.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le ministre Baddari visite l'EPAU à Alger

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a effectué, lundi, une visite à l'Ecole polytechnique d'architecture et d'urbanisme (EPAU) d'El Harrach-Alger, où il a présidé la cérémonie d'ouverture du Salon du bâtiment, des matériaux de construction et des technologies "BATITECH", organisé par l'école. M. Baddari a souligné l'importance de consolider le partenariat entre les établissements universitaires et leur environnement socio-économique, en consécration de la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune pour faire de l'université un "levier central" de l'économie nationale et renforcer sa contribution à la réalisation du développement national, à travers la valorisation des résultats de la recherche scientifique et de la transformation des idées en produits commercialisables. A cette occasion, le ministre s'est félicité de l'organisation du salon annuel du BATITECH par ladite école, en tant qu'"espace de rapprochement entre les étudiants et les partenaires économiques", notamment ceux activant dans le bâtiment et l'industrie des matériaux de construction, l'objectif étant de contribuer au soutien de la dynamique économique dans le pays. Lors de cette visite, M. Baddari a présidé la cérémonie de signature de 7 conventions de coopération entre l'EPAU et des entreprises économiques spécialisées dans le bâtiment et l'industrie des matériaux de construction, avant de sillonner les stands du salon où il a eu des échanges avec les étudiants exposant leurs projets innovants. De son côté, la directrice de l'EPAU, Kahina Amal Djiar a mis en avant l'importance d'organiser cette rencontre annuelle afin de rassembler les étudiants et les partenaires économiques dans le but de "renforcer la coopération et le partenariat, notamment à travers l'organisation de stages sur le terrain.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

La numérisation garantira la disponibilité des médicaments

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a affirmé, hier à Alger, que la numérisation de son secteur et la gestion électronique du dossier des médicaments figurent parmi les principaux objectifs de son département ministériel, en vue de garantir la disponibilité des médicaments et de réguler leur commercialisation. Dans son allocution d'ouverture de la 18e Conférence nationale de la pharmacie, M. Kouidri a expliqué que son secteur "accorde un intérêt particulier à la numérisation et à la gestion électronique du dossier des médicaments, à travers le suivi du marché, l'identification des situations de pénurie et la régulation de l'activité de commercialisation des médicaments, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant la numérisation de tous les secteurs, en coordination avec

le Haut-Commissariat à la numérisation". Evoquant les efforts de son département pour encadrer l'activité pharmaceutique, le ministre a rappelé la mise en place d'un groupe de travail chargé de revoir l'ensemble des textes législatifs et réglementaires encadrant le secteur, en coordination avec tous les acteurs concernés, "afin d'adapter ces textes aux activités du secteur selon une nouvelle vision répondant aux aspirations actuelles". A ce propos, il a souligné "l'importance d'améliorer les conditions de travail du pharmacien et de créer un climat favorable à l'exercice de son activité, au vu de son rôle dans la garantie de la disponibilité des médicaments et du matériel médical". Le ministre a estimé que cette conférence se veut "une opportunité pour mettre en avant le rôle du pharmacien de ville dans la chaîne des soins, l'approvisionnement en médicaments et la contribution à la sécurité sanitaire, en phase avec les directives du président de la République visant à trouver une solution définitive pour assurer la disponibilité des médicaments et produits pharmaceutiques". La 18e Conférence nationale de la pharmacie, organisée par le Syndicat national des pharmaciens d'Officine (SNAPO), sous le thème : "La pharmacie entre cadre juridique et défis économiques", est une rencontre réunissant des pharmaciens et des professionnels de la santé pour débattre de l'avenir et des défis de la profession. Des workshops et des communications seront également organisés sur les aspects réglementaires, économiques et scientifiques de la profession de pharmacien, encadrés par des experts et des spécialistes en la matière, outre une exposition qui verra la participation de plus de 20.000 exposants activant dans le secteur de la santé en Algérie. Dans ce cadre, le président du SNAPO, Sami Tirach a fait savoir qu'en dépit du cadre réglementaire solide régissant la profession de pharmacien, il reste toujours des aspects nécessitant une réforme en vue de permettre aux pharmaciens de s'acquitter pleinement de leur nouveau rôle, notamment face aux transformations mondiales qui ont un impact négatif sur l'industrie pharmaceutique. Selon M. Tirach, ces nouveaux défis ne doivent pas influer sur la disponibilité et les prix des médicaments, en tant que produits de santé qui n'obéissent pas à la logique des produits de consommation, d'où la nécessité de diversifier les sources de revenus des pharmaciens et d'explorer de nouvelles opportunités en matière de prise en charge sanitaire, en dehors de la vente des médicaments. Le président du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens, Noureddine Mettioui, a, quant à lui, appelé tous les acteurs du secteur à établir un équilibre entre les enjeux économiques croissants des officines et le cadre réglementaire complexe qui impose une prise en charge sanitaire optimale. Les transformations que connaît le secteur pharmaceutique "exigent un engagement professionnel et un dialogue constant entre les différents intervenants, en vue d'en faire un pilier essentiel dans le système de prise en charge sanitaire, à travers l'innovation et la compétitivité économique".

APN

Adoption du projet de loi relatif aux wakfs

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté, lundi, le projet de loi relatif aux wakfs, lors d'une séance plénière présidée par le président de l'APN, Brahim Boughali. Dans une allocution à l'issue de cette séance consacrée au vote, tenue en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Kaouter Krikou, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a indiqué que ce nouveau texte de loi "est un pas important en matière de gestion des biens wakfs dans notre pays". Ce texte vise, a-t-il souligné, à "accorder à la question des wakfs l'intérêt nécessaire qu'elle requiert tout en reflétant sa dimension civilisationnelle selon une vision axée sur la gouvernance de ses mécanismes". L'adoption de ce projet marque "le lancement effectif du programme de développement du système des wakfs dans notre pays, étant porteur d'une dynamique de réformes au service du référent religieux national et qui permettra à ce secteur important d'aller de l'avant vers de nouvelles perspectives", a-t-il affirmé. Les séances consacrées au débat et au vote du projet ont été axées notamment sur ce qu'il prévoit en matière de "protection des wakfs et leur mode d'exploitation, à travers l'introduction de nouvelles dispositions pénales et de règles procédurales permettant aux agents légalement habilités de constater les infractions contre les biens wakfs, outre l'adoption de dispositions qui prévoient des peines aggravées contre les infractions commises contre ces biens".

Publicité